

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)
ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Les grandes illusions

Au nom du racisme asiatique, le Japon, allié d'Hitler, champion du racisme aryen, déclare la guerre aux blancs !

Est-ce assez clair ?

Le capitalisme, c'est la misère et c'est la mort

Au commencement de chaque année se pose l'éternelle question : que sera l'année nouvelle ?

La nature humaine est armée d'un optimisme à toute épreuve, et l'on espère toujours que l'année qui commence sera meilleure que celle qui vient de s'écouler.

Nous ne voulons pas jouer les Cassandres, pourtant, l'horizon nous apparaît terriblement sombre.

Les « fêtes » du nouvel an se sont déroulées pour la classe ouvrière sur le plan de la bataille sociale la plus violente.

Les chemins de fer, le métro, les autobus dont les magnats refusaient la semaine dernière aux travailleurs leurs justes revendications augmentaient leurs tarifs. Les vieux sénateurs sénatorialistes — le Sénat républicain, cher aux communistes — abrogeaient les 10 % de réduction des loyers et préoyaient de nouvelles augmentations.

La répercussion de cette hausse générale ne va pas tarder à se faire sentir sur tous les produits de première nécessité.

Le pain, le lait, le bifeck vont accélérer leur course ascendante. Une fois de plus les salariés se trouveront lésés. De nouveau, puisque les salaires ne sont pas protégés par l'échelle mobile, ils seront dans l'obligation de rentrer en lutte. La guerre sociale va s'accroître. Et toutes les mesures annoncées par ces messieurs du Front Populaire ne pourront rien empêcher.

L'antagonisme des classes, produit de la société capitaliste, est là brutal. La société s'effondre, le malaise des affaires, exception faite de celles qui travaillent pour la guerre, se continue. Le chômage reprend et s'aggrave. Les capitalistes ne veulent pas faire les frais de la crise, ils entendent maintenir, voire même augmenter leurs bénéfices. Pour cela il faut tenter d'abaisser les prix de revient, c'est-à-dire augmenter le rendement de la production et diminuer les salaires.

Les grèves de juin ont mis fin à la politique de déflation, les travailleurs ont pris conscience de leurs forces, ils n'accepteront jamais qu'en touchant à leurs conditions de vie, on les réduise à la misère. Le capitalisme n'a donc pas d'autres ressources que de chercher à maintenir ses bénéfices par la hausse des prix.

Placé devant ce fait, il faut prendre nettement parti pour une des deux fractions qui se dressent face à face. La situation est révolutionnaire, et dans les situations révolutionnaires, il n'y a pas place pour des positions intermédiaires.

Pour tenter de rétablir un juste équilibre, Chantemps peut à la Chambre, condamner l'égoïsme patronal... après avoir brisé les luttes ouvrières. Il peut tenter d'éviter les conflits en les arbitrant, il n'empêchera pas l'antagonisme de surgir et d'aller s'aggravant, à mesure que la crise économique s'accroît. Et l'on peut sourire lorsque Bertrand de Jouvenel, ce domestique doré, indique comme moyen de sortir de l'impasse, de travailler davantage. (Comme on voit que cela n'a pas dû lui arriver souvent), c'est-à-dire supprimer la semaine de quarante heures, les congés payés, les conquêtes de juin. Cet imbécile prétentieux exprime là, tout le secret désir de la haute finance et du gros capitalisme, pour l'obtenir ces derniers sont prêts à employer les méthodes hitlériennes et mussoliniennes. Voilà donc les douces perspectives qui s'ouvrent pour l'an 38 : un régime qui s'écoule au milieu des luttes qu'il a engendrées.

Batailles de classe à l'intérieur, menaces de

guerre à l'extérieur. Les régimes de dictature se débattent intérieurement dans des difficultés économiques encore plus graves que les régimes démocratiques. Tandis qu'ils n'ont plus d'autres possibilités d'échapper à la ruine totale que

de se faire par la force, une place dans les chasses gardées des impérialismes démocratiques. La guerre est l'ultime solution du capitalisme, mais cette solution ne doit pas être celle du prolétariat.

Du côté de l'Espagne les yeux des travailleurs doivent se tourner, là où la classe ouvrière est en lutte les armes à la main, pour construire un monde où il n'y aura plus personne qui aura faim, qui aura froid, où il n'y aura plus de guerre, où les rivalités de classe, les rivalités impérialistes disparaîtront, où l'internationalisme prolétarien triomphera sur la terre.

Ce monde c'est le communisme libertaire.

PRENDRE DATE

TOUS LES LECTEURS DU « LIBERTAIRE » SERONT LE 21 JANVIER AU GRAND MEETING ORGANISE A LA MUTUALITE PAR L'UNION ANARCHISTE.

DISCIPLINE ET ANARCHIE

Le sujet est immense. On ne sait, en l'abandonnant, jusqu'où son examen peut nous entraîner. J'essaierai de me maintenir dans le cadre qu'imposent les dimensions d'un article, et si je n'y parviens pas, que le lecteur m'en excuse.

J'ai lu plusieurs fois, dans les journaux anarchistes d'Espagne, des considérations à propos de la discipline. Celle-ci est devenue à la mode chez certains de nos camarades d'au-delà des Pyrénées. Basilio, Cipriano Mera, l'ardent leader du syndicat du Bâtiment à Madrid, aujourd'hui commandant d'une brigade renommée, déclarait que la pratique lui faisait rectifier quelques interprétations théoriques. Nombre de camarades espagnols en ont dit autant. La guerre moderne qu'ils sont forcés de faire à ses exigences. Contre des corps d'armée, des régiments, des bataillons, avec une technique de guerre élevée à la perfection, les guerilleros, les milices improvisées des premiers mois se sont révélées insuffisantes. Le moment vint où il fallut coordonner plus étroitement les forces, avoir une vision d'ensemble de la lutte, embrasser d'immenses champs de bataille, ce qui centralisait la direction du combat et de la vie militaire en des sommets toujours distants, et détruisait l'initiative personnelle, la libre action de la base.

Malheureusement, des camarades ont constaté cette évolution et en tiraient les conséquences pratiques dictées par le bon sens, croyaient quelquefois nécessaire d'en dégager aussi des conclusions d'ensemble plus ou moins générales. « Moi qui comme anarchiste, avais toujours combattu la discipline, je dois reconnaître, devant les faits, qu'elle est nécessaire », disent-ils en synthèse. Et ils sont convaincus qu'en faisant cette affirmation ils rectifient en partie le contenu de nos idées.

Cette rectification n'est apparente que pour ceux qui n'ont jamais pénétré les théories anarchistes et qui, en outre, confondent les faits et les situations. Pour la guerre, la discipline est nécessaire. Il faut avancer, reculer, se battre, interrompre la bataille, aller, venir, d'après ce qu'ordonne le commandement.

La technique militaire n'est pas un vain mot. La guerre dit les spécialistes du carnage, est une science et un art. On ne doit pas, sous prétexte de liberté, se lancer à l'assaut de positions qui n'ont pas été bom-

bardées et affaiblies par l'artillerie. On ne doit pas attaquer comme des cohortes dont les uns ne savent pas ce que font les autres. On ne doit pas avancer sur un point sans être appuyé sur les flancs, sans que l'ennemi retranché près de ce point ne soit bloqué par d'autres forces. On ne doit pas envoyer l'aviation bombarder et mitrailler au hasard, sous peine de confondre les lignes qu'elle survole.

Et on ne le doit pas pour éviter les pertes terribles, pour protéger la vie des nôtres, pour empêcher l'avance de l'ennemi, la prise de nos positions, de villages, de villes, et enfin la déroute finale et le massacre de la population que les troupes protègent.

Il ressort de cela que l'initiative individuelle, la libre action de base sont impossibles. L'organisation des forces armées et de la lutte se centralise.

C'est la réalité. Pourtant, cette réalité ne contredit pas nos théories.

Elle ne les contredit pas pour cette raison bien simple, que l'anarchie est une conception de la vie civile, non de la vie militaire, de l'existence normale des peuples, non des époques guerrières. Le plus bel éloge qu'on puisse en faire, c'est précisément qu'elle est inadéquate pour la guerre. La plus dure condamnation des concepts autoritaires, c'est justement qu'ils s'adaptent très bien à ces pratiques de barbarie douloureuse, à l'organisation de cette cruauté sans nom qui consiste à manier des centaines de milliers, des millions d'hommes pour en faire exterminer méthodiquement d'autres.

Si l'anarchie et la guerre étaient compatibles, je cesserais immédiatement d'être anarchiste.

MAX STEPHEN.

(Voir la suite en 6^e page.)

Le capitalisme d'Etat point de jonction du fascisme et du stalinisme

Les Etats dans lesquels s'exerce une dictature — politique et économique — les Etats totalitaires sont actuellement l'objet de nombreux articles dans la presse française. Un ensemble de faits importants : guerres d'Abyssinie, d'Espagne, de Chine, constitution de l'axe Rome-Berlin, revendications coloniales du Reich, difficultés économiques rencontrées par l'Allemagne et l'Italie — événements tous plus ou moins en relation avec le risque d'une guerre entre deux blocs d'Etats — déterminent cet accroissement d'un besoin d'information sur les puissances fascistes.

Si l'on considère, en ce moment précis, les articles parus dans la presse de gauche, dans la presse de Front populaire, on remarquera que les termes : Etat totalitaire et Etat fasciste ne sont nullement employés comme des dénominations de sens identique. L'U. R. S. S. qui est, de temps à autre, regardée en tant qu'Etat totalitaire — et les élections au Conseil suprême ne modifieront point une telle façon de voir — n'est évidemment pas, ne peut pas être présentée comme un Etat fasciste. Le maintien du Front populaire a de ces nécessités... Cette constatation nous amène à penser, plus précisément, à nous souvenir, que les radicaux et le plus grand nombre des socialistes, bien loin de classer l'U. R. S. S. parmi les nations en proie au fascisme, la considèrent, au contraire, comme un Etat antifasciste.

Quels sont donc les caractéristiques du

Si les vœux suffisaient à faire régner la paix, nul doute que ceux qui furent échangés dans le monde entier ne dusent être accueillis avec ferveur. On a lu, en particulier, les déclarations, si pleines de bonne volonté, de l'ambassadeur François-Poncet parlant à Berlin. Mais M. Hitler, M. le Nonce Apostolique ou même M. Albert Lebrun ne furent sans doute pas moins touchés. Le thème scolaire et académique des bienfaits de la paix et, corollairement, des horreurs de la guerre inspira donc de nombreuses harangues qui, toutes, pourraient se résumer ainsi... La France..., ou l'Allemagne..., ou l'Italie veut la paix. Et il faut croire que pleuses assurances. Le malheur veut seulement qu'en voulant la paix les gouvernements songent à la guerre et s'y préparent avec une hâte fiévreuse. Qu'est-ce à dire, sinon que ces gouvernements se trouvent conduits par la force des choses, et non point en vertu de leur malfaisance délibérée, à considérer la guerre comme une nécessité qui les dépasse ? La force des choses... c'est-à-dire la structure capitaliste du monde et les appétits impérialistes qui en découlent.

Cette critique fondamentale du régime est plus que jamais nécessaire dans ce moment, où d'aucuns s'ingénient à substituer à ces fortes réalités le schéma trompeur d'une lutte idéologique entre les démocraties et les dictatures. Selon ces bons apôtres, celles-ci constitueraient un danger permanent de guerre. Et à ce danger, il conviendrait d'opposer la force, à tout le moins la menace de la force. Mais la solidarité n'est pas moins nécessaire que la puissance des armes entre ceux qui ne veulent point que le triangle Berlin, Rome, Tokio ne devienne une conjonction trop puissante. L'axe Londres-Paris, voire le triangle avec Moscou ou New-York répondrait symétriquement à l'alliance des gouvernements fascistes.

Toute cette géométrie ne nous dit rien qui vaille, précisément parce qu'elle repose sur la conception d'une Europe pacifique par opposition à une Europe belliqueuse, d'une Europe contrainte à la défensive, mais dont la conscience est bonne, à une Europe se préparant à plonger délibérément le monde dans les pires aventures guerrières. Nous avons déjà fait justice de cette hypocrisie qui représente les démocraties résolument et sincèrement pacifiques. Nous avons montré, au contraire, qu'elles sont capables de supporter une guerre avec beaucoup moins de risques que les dictatures, et donc qu'elles peuvent l'envisager avec beaucoup plus de sang-froid. En dépit de M. Buré, dont le journal se trouve si avantageusement commenté par tous les organes de Front populaire parce qu'il a depuis longtemps, pour sa part, déclaré la guerre à l'Allemagne, nous continuerons à considérer cette conclusion comme inattaquable.

Rien n'est plus intéressant, à cet égard, que de considérer comment s'orientent concrètement la politique des Etats qui gravitent encore autour des deux constellations principales sans avoir eu le temps de s'associer définitivement à l'un ou

l'autre système. Qu'on examine le jeu des Stoyadinovitch, des Beck ou, plus récemment, des Goga. Dira-t-on qu'il s'inspire de préférences idéologiques ? En apparence, oui. Mais en fait, les conditions de la politique extérieure de la Pologne, de la Yougoslavie, voire de la Roumanie, seront — en dépit des télégrammes de congratulations — déterminées exclusivement par les intérêts nationaux, entendons les intérêts de l'impérialisme. Le reste n'est que poudre aux yeux, bluff plus ou moins conscient de part et d'autre. Un emprunt consenti, une fourniture d'armes, un accroissement de puissance amèneront de soudaines conversions. Plaisantes convictions qu'un déplacement de force soudain désorienter. Que Mussolini aurait tort, par exemple, de se laisser prendre aux lourdes flatteries de M. Goga, comme au président du Conseil roumain. Le compliment est intéressé et pourrait bien, demain, changer d'adresse. C'est Saint-Brice qui a raison quand il écrit dans le Journal que M. Goga est avant tout « un patriote ». On sait ce que cela veut dire... Hé oui ! patriote, comme le sont, en France, MM. Blum et Chautemps, qui consentiraient demain à s'allier avec le diable contre la garantie de l'Empire colonial français.

Concluons. L'Europe, malgré toutes les homélies et les adjurations, ne peut trouver son assise. En face d'une Asie à la veille, peut-être, d'une formidable révolution unificatrice, elle est vouée aux divisions, aux querelles et à la guerre. Après avoir créé une civilisation matérielle aux traits originaux, elle est incapable de s'unir en face du nouveau « péril jaune ». Elle ne peut donner que le spectacle de son impuissance. Elle est, pour reprendre l'image saisissante de Marx et parce qu'elle est une Europe capitaliste — et non point fasciste ou démocratique — son propre fossoyeur.

LASHORTES.

L'infamie stalinienne

Le drame de la rue de la Fidélité a été provoqué par les calomnies des dirigeants communistes

Il va falloir ajouter une infamie de plus à la liste déjà longue de celles commises par les staliniens. Il s'agit de l'attitude odieuse adoptée par les dirigeants communistes à la suite du drame lamentable de la rue de la Fidélité où le secrétaire du Comité d'aide à l'Espagne républicaine fut abattu par un de nos camarades espagnols Vitorio Martinez Rodriguez — que se suicida immédiatement après.

Devant ces deux morts, qui plongent des proches, des amis, des parents dans la douleur, une seule attitude s'imposait : se faire.

Cette double mort eut du d'ailleurs le silence aux organes infodés à Staline. Quand un meurtrier se suicide immédiatement après son geste, c'est que de tragiques raisons ont armé son bras. Il est odieux de vouloir rechercher dans les mobiles du meurtrier des influences extérieures.

C'est pourtant ce que veulent faire les gens de l'Humanité, de Ce Soir et tous les porte-plume gagés par Staline.

Le Parti communiste veut transformer Diaz en martyr et une manœuvre est tentée pour faire de ses obsèques prévues pour samedi prochain une manifestation « populaire ». Nous devons dénoncer cette odieuse exploitation d'un drame lamentable et en percer les véritables mobiles.

ÇA DEVAIT ARRIVER

L'opinion unanime de tous les camarades français ou espagnols non infodés aux staliniens qui sont passés par la rue de Paradis, où siège le Comité d'aide à l'Espagne, c'est que le déplorable événement devait un jour ou l'autre se produire.

Il devait se produire car ce n'est pas impunément qu'on peut avec des Espagnols faire régner l'arbitraire politique le plus total, injurier, calomnier, dénoncer et même persécuter les camarades qui ne veulent pas applaudir au stalinisme intégral.

Il est profondément regrettable que Diaz ait trouvé la mort. Nous sommes encore plus navrés que notre camarade Martinez se soit suicidé. Mais ce double meurtre ne se serait pas produit si Diaz et ses amis n'avaient pas transformé leur Comité en

Grande Fête de la S.I.A.

LE SAMEDI

il y aura...

DU CHANT, DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE de la COMÉDIE, de la POÉSIE

Notre colonie enfantine de LLENSA

déleguera 7 petits garçons et filles pour vous remercier d'avoir adopté les 200 orphelins espagnols

dont nous donnerons le programme complet la semaine prochaine. D'ores et déjà nous pouvons assurer aux camarades qu'ils passeront une soirée des plus agréables en même temps qu'ils accompliront un acte de solidarité au profit de L'ESPAGNE ANTIFASCISTE.

officine de répression stalinienne et de délation.

« Hors de chez nous les tueurs du fascisme cosmopolite ! » hurle l'Humanité.

Taisez-vous, larbins, car vous mentez et vous savez que vous mentez !

La personnalité de Diaz

Mais d'abord qui était Diaz ? Apparemment, c'était l'anarchophobe José Diaz, secrétaire du P. C. d'Espagne, Virgilio Diaz, voulant une annexionnisme morbide à tout ce qui n'était pas stalinien. Nous pourrions, si besoin en était, accumuler les témoignages de sa partialité. Pour l'instant, restant sur le terrain du drame, nous rappellerons que son injure la plus courante c'était de qualifier de « traîtres » les miliciens qui, revenus d'Espagne, ne pensaient point comme lui et le désaient. C'est uniquement sur cette injure que l'Humanité tout son roman d'agent du fascisme, Martinez était un « traître », Virgilio Diaz le disait. Donc Martinez était un agent de Franco ! Nous verrons par ailleurs à quoi les staliens veulent aboutir avec ce « raisonnement » !

Ce qu'était Martinez Rodriguez

Martinez Rodriguez était un de ces incommensurables Espagnols antifascistes qui, dès le 19 juillet, se précipitèrent en Espagne pour combattre le fascisme et travailler à l'instauration d'un nouveau régime. Martinez entra dans la colonne Tierra y Libertad, organisée sous le contrôle de la F.A.I., et y resta jusqu'en octobre 1936. A cette époque, malade gravement, il fut réformé et reçut l'autorisation de venir en France. (On trouvera plus loin les preuves détaillées de sa situation officielle dans un communiqué que nous adressons nos camarades de la Courneuve qui connaissent personnellement Martinez).

Rapidement il fut en butte à l'hostilité de Diaz, pour qui tous les non staliens étaient des « traîtres » et des « agents de Franco ». Martinez en fut profondément ulcéré. Il prenait au sérieux les injures staliennes. Le malheureux !

Voici la lettre qu'il adressait à sa femme et qu'il publia l'Humanité du 2 janvier : (on n'en contestera pas l'authenticité).

« Le 26 juin, en présence de deux femmes, Diaz a dit que j'étais un traître à la cause antifasciste.

« Ce n'est pas vrai ! Je suis un ami de la liberté. J'ai pris une décision. Et plutôt que d'aller en prison, je préfère la mort.

« Je vais garder mon honneur. Qu'on n'incrimine personne. Personne ne sait ma décision de justice. Le revolver est à moi.

Est-ce là la lettre d'un « traître » ? Ne sent-on pas l'ébranlement moral d'un esprit désespéré d'une si odieuse accusation ? Martinez avait d'ailleurs demandé qu'une assemblée générale du Comité eût lieu où il ferait facilement la preuve de son loyalisme.

Bien entendu, aucune assemblée générale n'eut lieu. Les calomnies avaient beau jeu de s'exercer.

Combien de camarades, de communistes même — nous en pourrions citer — qui, revenant d'Espagne, écornés des procédés qu'ils avaient vu employer par les staliens et qui le désaient, furent victimes !

Martinez fut moins patient, il résista moins à la calomnie. Il s'est vengé ! Et il a tenu à payer de sa propre vie sa vengeance.

N'est-ce pas assez pour que les agents de Staline, lassent au moins silence sur ce drame douloureux ? Ils préférèrent le transformer en plate-forme d'agitation xénophobe (Nous en verrons tout à l'heure les dessous).

Mais nous appelons nous, les hommes de cœur, les révolutionnaires de toutes tendances, les syndicalistes, les socialistes et même les communistes sincères — s'il en reste — à protester contre cette exploitation odieuse d'un drame sur lequel le P. C. devrait être le premier à faire le silence.

LOUIS ANDER.

Le meurtre de Diaz va-t-il servir de prétexte à l'expulsion des antifascistes espagnols non staliens ?

Le Parti Communiste ne mène grand bruit autour de cette affaire que parce qu'il veut obtenir des mesures de répression qui le débarrasseraient des camarades étrangers qui résistent à ses manœuvres.

Sous prétexte de faire expulser les agents franchistes — qui se foutent pas mal, car ils ont des complicités, des menaces de l'Humanité — il s'agit de faire expulser des copains espagnols ou autres, qui ne sont pas staliens.

Dans le Midi, depuis quelque temps, de nombreux camarades ont été expulsés. Des Espagnols ont eu la preuve que des dénonciations anonymes à leur endroit émanaient de certains petits dictateurs locaux du P. C. Le procédé employé c'est la lettre anonyme où l'on dénonce l'activité de nos amis comme une activité anarchiste.

Dans la région parisienne, cinq de nos camarades ont été expulsés ces jours derniers par ces procédés. Tous les moyens sont bons, on le sait, pour les disciples du « guide génial ».

Ce matin 5 janvier, l'Humanité remet ça en faisant état de relations de Martinez avec des anarchistes de Drancy, qui auraient été eux-mêmes en rapport avec des Italiens, lesquels seraient des agents du fascio ! Bientôt on va nous démontrer que c'est Franco et Mussolini qui ont commandé à Martinez de supprimer Diaz et de se suicider ensuite !

Odieux roman, à la manière de Léon Daudet, mais qui a pour but réel d'obtenir de la police française, des expulsions de militants révolutionnaires qui ne veulent pas hurler avec les loups staliens.

(En 3^e page : LA PROTESTATION DU GROUPE DE LA COURNEUVE)

L'ARMÉE JAUNE

Poursuivant sa lamentable carrière, le Front populaire ajoute chaque jour une tare de plus au lot infamant des gouvernements. Après des lois iniques contre les ouvriers et des procédés d'une brutalité inouïe, nous le voyons utiliser la troupe pour briser les grèves et neutraliser l'action des prolétaires en lutte.

Depuis le début de la grève, ce sont des camions militaires qui assurent les transports des Halles et, fait plus grave encore, qui sont mis à la disposition du trust Hachette, L'Humanité et le Populaire n'ont aucune honte à utiliser les mêmes moyens.

Quant aux patrons, tous comptes faits, ils y trouvent encore un bénéfice. Là où naguère ils payaient des journées d'ouvriers, ils s'en tirent avec un pourboire aux hommes de troupe et une prime de la main à la main, au sous-off qui les dirige. « La grève peut continuer ! Ils s'en fatigueront avant nous », pensent-ils.

Ainsi, l'armée apporte un témoignage de plus de sa fonction réactionnaire. Même épurée par le « souffle républicain », même composée de camarades-soldats, il n'en reste pas moins qu'elle est soumise au gouvernement qui l'utilise à ses fins sans se préoccuper des aspirations propres des hommes de troupe.

Parmi ceux-ci, il en est un certain nombre qui, dépourvus de sens de classe ne voient là qu'une occasion de se procurer un peu d'argent de poche et qui souhaitent que la grève continue. A vingt ans, beaucoup de jeunes gens n'ont pas encore très bien analysé la situation sociale dévolue aux ouvriers et les luttes revendicatives qu'elle implique.

D'autres, issus surtout du prolétariat industriel, mêlés depuis le plus jeune âge à l'activité des grands centres, ont acquis des données plus précises sur la question sociale. Membres peut-être d'organisations politiques ou révolutionnaires, adhérents d'un syndicat, leur sympathie va aux travailleurs en grève. Mais l'armée est là, avec sa discipline de fer, ses délateurs, son règlement et ses prisons. Que peuvent-ils faire dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire étant donné leur minorité, étant donné aussi le peu de cohésion de la vague ouvrière en lutte, toujours trahie par ses chefs, domestiquée par les aboyeurs des partis de gauche, endormie par les dirigeants syndicaux ? Force nous est bien de reconnaître l'impuissance où se trouve le révolutionnaire incorporé dans un régiment.

Ainsi se vérifie cette vérité que le rôle principal de l'armée est de permettre au gouvernement de gouverner, c'est-à-dire à la réaction de s'exercer. La nécessité de la défense nationale est un leurre et un trompe-l'œil qui n'a pour objet que

de justifier aux yeux des naïfs l'existence de formations militarisées. Sous le couvert de la « patrie forte contre l'ennemi de l'extérieur », on embrigade une partie du peuple et on l'oblige, à l'aide d'une réglementation coercitive, à prendre parti contre l'autre partie du peuple.

Mais alors, dira-t-on, pas de solution ? Le prolétariat ne pouvant dresser en face de la puissance militaire gouvernementale une force armée équivalente ne pourra jamais prétendre à la victoire ! Le soldat, toujours soumis à un système qui le réduit à l'état de corps sans âme ne pourra jamais s'allier avec ses frères de classe !

Si, et l'Histoire le prouve, il est des moments où soldats et ouvriers peuvent mener leur lutte commune contre leurs oppresseurs qui sont les mêmes. C'est lorsque le souffle, non pas « républicain », mais révolutionnaire a pénétré la caserne. C'est lorsque les soldats sentent que la classe ouvrière est résolue et décidée à aller jusqu'au bout. C'est à l'heure où les travailleurs n'admettent plus qu'un politicien leur parle de « finir une grève », au nom de « l'intérêt supérieur du pays ». C'est au moment où les chefs de partis influents cessent de leur vanter « la fierté d'être soldat ».

Mais les chefs et les politiciens tiendront toujours de semblables propos, tant que ces propos ne les discréditeront pas aux yeux du prolétariat. En réalité, il faudra que s'éteigne l'influence des mauvais bergers. C'est à chaque ouvrier de comprendre comment et pourquoi on le trahit, on le berne. Il lui appartient de se désolidariser des canailles qui le livrent à ses exploitateurs.

Alors seulement, quand le peuple, délivré de ces influences néfastes, aura pris conscience de sa force, quand l'esprit de révolte ne sera plus détourné, amoindri, étouffé par les nécessités de la base « politique », quand il aura gagné un des organismes les plus opprimés de la société capitaliste, l'armée, la bourgeoisie sera à la veille de la défaite. Le chloroforme de la politique dont elle se sert pour endormir les masses restera d'une part sans effet, et d'autre part, sa force de répression, son armée nationale, sera elle-même contaminée par le virus révolutionnaire, prête à s'affranchir de la honteuse tutelle de ses chefs et à s'allier avec ceux-là qui sont dignes de ses sympathies.

Mais pour que cette communauté d'idées existe, pour que cet esprit de révolte se répande, il importe que les ouvriers cessent d'applaudir à la « défense nationale », d'exalter le drapeau tricolore, de légitimer la loi de deux ans et de sacrer « grand homme » en livrant la jeunesse à ses fantaisies dictatoriales, une crapule de l'envergure de Daladier.

MAURICE DOUTREAU.

Pour faire renaître la chanson anarchiste

Nombreux sont les camarades de Paris et de la banlieue qui ont répondu à mon premier appel, d'autres, de province, m'ont fait entrevoir certaines possibilités qui, à côté du Club Artistique, permettraient d'étendre le rayon de la propagande anarchiste par la chanson. A tous ceux et à toutes celles qui ont répondu à mon premier appel : Merci ! Merci ! Quel encouragement pour moi ! Il faut que mon second appel soit entendu mieux encore que ne le fut le premier. Il me faut plus d'adhésions que la première fois c'est peut-être beaucoup exiger des camarades, mais là, le, faut ! Et c'est surtout à l'élément féminin que je m'adresse, car c'est toujours celui qui fait défaut dans les tentatives artistiques de ce genre.

Ici pas de questions de boutiques. Les cours seront donnés gratuitement, les interprètes choisiront eux-mêmes parmi les œuvres des chansonniers révolutionnaires, celles qui répondront à leurs conceptions, ou parmi les œuvres d'art, celles qui répondront à leurs possibilités artistiques et à leur tempérament. Nous travaillerons ensemble pour mettre ces œuvres au point. Notre besogne terminée, le Club artistique n'ouvrira ses portes qu'au profit du Libertaire, les recettes seront faites par des camarades que le journal désignera, aucune recette ne passera par nos mains, et nous aurons ainsi d'une façon rationnelle satisfait notre idéal. Aucune critique au point de vue moral ne pourra nous être faite ; au point de vue artistique c'est autre chose, mais de ce côté, il est préférable d'être critiqué que de passer inaperçu.

Il y a place dans le Club Artistique pour des poètes, pour des auteurs, et pour des compositeurs, que tous ceux qui écrivent se le disent et ne fassent parvenir au plus vite leurs adhésions, ceux d'entre eux qui, pour des raisons quelconques, ne voudront pas se produire en public, auront au moins la satisfaction de trouver au Club Artistique des interprètes capables de faire valoir leurs œuvres. Poètes, Chansonniers et Compositeurs, la porte vous est grande ouverte, adhérez au Club Artistique de propagande anarchiste par la chanson. Un bon mouvement de tous et de toutes, du cran ! de la persévérance et les belles soirées du Grenier de Gringoire renaîtront bientôt : je m'en charge !

La Chanson anarchiste doit vivre à tout prix, elle doit se faire entendre chaque jour, et partout, et elle doit être capable de jeter sur tous les points du globe, ce germe de la pensée libératrice du monde : L'Anarchie !

Ch. d'Avray.

M'écrire au « Libertaire » 9, rue de Bondy, Paris 10^e.

Est-il vrai ?

Est-il vrai que certains fonctionnaires d'un Comité mêlé de très près au drame de la rue de la Fidélité, auraient compris d'une manière toute personnelle la solidarité franco-espagnole et auraient accepté des pourboires s'élevant parfois à 10 % des achats effectués, pourboires versés par les maisons de commerce ?

Est-il vrai que Martinez aurait dénoncé ces prévarications et qu'il se serait de la sorte attiré la haine solide des dirigeants du Comité ?

En tout cas cette rumeur a pris solidement corps dans les milieux nagnols.

Le scandale des loyers

Le moribond gouvernement du Front Populaire vient d'être trahi à la Chambre des Députés, sur le vote de la suppression des 10 % de réduction sur les loyers, que le décret Laval, avait accordé aux locataires en 1935.

En effet, la majorité gouvernementale qui oscille entre 360 et 380 voix, est devenue une minorité de 208 voix, contre 314 qui ont voté la suppression de ces 10 % de réduction sur les loyers.

Les noms des 314 députés doivent figurer au Journal Officiel et seront à retenir par les locataires.

Certes, il ne nous appartient pas de défendre les éléments d'un gouvernement, même s'il se prétend de front populaire, mais nous tenons à informer nos camarades, des agissements des gouvernements bourgeois.

Or, si l'on a dit et écrit, la propriété c'est le vol, jamais, jusqu'à aujourd'hui il n'a été donné d'apporter des arguments aussi scandaleux que ceux revêtus par l'enquête faite sur la question des loyers, et dont nous sommes les seuls, parmi tous les journaux, à donner les résultats.

La question des loyers est une affaire de politique gouvernementale au même titre que les mesures contre les mercantis, les spéculateurs, la hausse des prix, les accaparements, les trusts et la taxation.

Les locataires paient sans savoir, ils sont donc volés sans savoir.

Les gouvernements devraient défendre le peuple contre les injustices. Quand il n'y a pas de loi, la justice bourgeoise dit : Les usages font loi.

Or, depuis des siècles, les capitaux investis dans les maisons sont capitalisés à des taux qui n'ont jamais, en moyenne, dépassé 5 % malgré les guerres et les révolutions, qui, au contraire, les avaient plutôt réduits.

Le fait, que les gouvernements pendant la guerre de 1914 ont laissé les propriétaires s'affranchir eux-mêmes de cette loi, est la cause initiale de la hausse déraisonnable des loyers.

Une maison n'est pas une marchandise, c'est un placement de fonds, dont les intérêts sont représentés par les loyers.

La majoration réduite par les lois faites en faveur des propriétaires et la réduction de 10 % en 1935, en faveur des locataires, laisse encore 150 % de majoration, que le gouvernement vient de faire remonter à 180 %, ce qui représente, comme on le verra plus loin au cours de l'enquête, plus d'un milliard par an, de super-loyers et environ 20 milliards, depuis la guerre, pris par les propriétaires, dans la poche des locataires parisiens.

Rappelons-nous les chiffres pour toute la France, on serait effrayé du total de ces milliards.

Comment cela a-t-il pu se produire ? Uniquement, parce que plus de 200 sénateurs sont propriétaires ou intéressés dans des affaires immobilières, c'est pourquoi ils s'opposent au contrôle des changes, parce que ce contrôle révélerait que des milliards de super-loyers sont placés à l'étranger. D'autre part, ce contrôle, suivant comment il serait établi on trouverait peut-être des noms de sénateurs, de députés, de conseillers municipaux de Paris, voire même de ministres ou anciens ministres.

Rappelons-nous les 200 familles et les camarades intelligents qui ont fait l'occupation des usines. C'est ce qui doit nous ouvrir les yeux, le travailleur ne doit compter que sur lui-même.

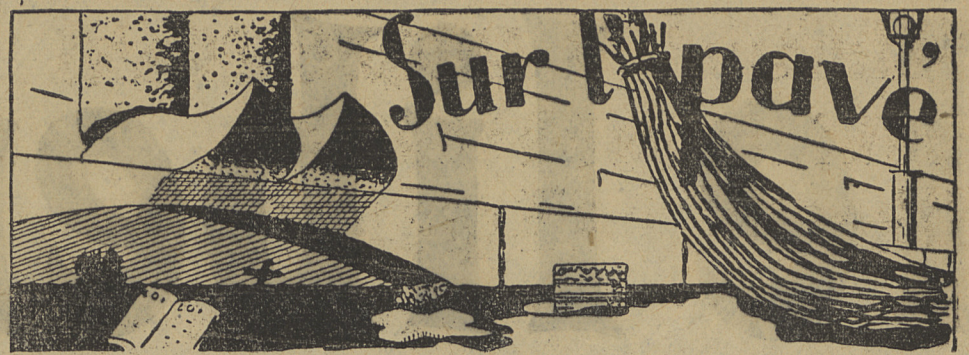
Le Terrien.

Pour avis

Nous avons reçu de Galtier-Boissière une offre d'insertion d'un placard de publicité pour annoncer son dernier numéro sur l'Anarchie.

Nous avons répondu à Galtier-Boissière, après avoir pris connaissance du contenu de ce numéro, que contrairement à ses collaborateurs, nous ne vendions pas de l'anarchisme, surtout quand il est d'aussi mauvaise qualité.

Nous considérons en effet que ceux qui seraient tentés de l'acheter seraient loin d'en avoir pour leur argent.



PROPOS D'UN PARIA

ÇA PROMET...

A l'orée de cette année 1938 qui ne semble pas devoir marquer la fin des misères qui accablent le pauvre monde, des paroles pour le moins inquiétantes nous arrivent directement de Tokio par le canal de l'Agence Havas.

Les feuilles de toutes opinions ont reproduit l'essentiel de cette interview de l'amiral Suetengu dans laquelle ce haut personnage japonais déclare la guerre aux Blancs et dénonce leurs appétits mercantiles.

Plus de Blancs en Asie, la Chine aux Chinois, ou plutôt aux Japonais, et par conséquent la fin de l'influence anglaise.

« Le joug des Blancs sur les races jaunes doit disparaître », a dit l'amiral qui n'a pas craint d'ajouter : « Naturellement, une réalisation rapide de cet affranchissement amènera une conflagration générale, mais disons-nous bien que, quelles que soient les précautions que nous prendrons, le résultat sera le même : une conflagration générale. Ainsi le veut le destin, l'essentiel est de réaliser notre mission sans nous arrêter à des considérations secondaires. »

Considération secondaire, une conflagration générale, l'amiral cherre un peu dans les bégaiements et fait bon marché de nos os.

Il ne conviendrait pourtant pas d'ironiser, car le racisme jaune et ses millions de fanatiques pour qui la mort n'est que la moindre préoccupation, pourrait bien amener la plus sanglante boucherie internationale qui se soit jamais produite.

Une seule chose pourrait empêcher le cataclysme, c'est la révolte des prolétaires jaunes, qui sont avec leurs frères russes les plus malheureux du monde. Et cela est du domaine des choses possibles.

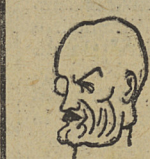
Il y a bien aussi l'armée russe qui, d'après M. Marty, est la plus puissante et la mieux organisée du monde, mais je pense que le « chef des peuples de l'U.R.S.S. », autrement dit le génial et bien-aimé Staline, pourrait avoir des mécomptes en l'engageant sur un théâtre d'opérations extérieures.

Il n'a pas trop de toutes ces troupes pour protéger sa précieuse personne et les quelques milliers de profiteurs qui l'entourent.

En résumé, devant le fascisme blanc, rouge et jaune, l'homme blanc, noir, jaune ou chocolat va avoir fort à faire s'il veut conserver quelques parcelles de ce bien le plus précieux, mais qu'on semble mésestimer chaque jour davantage : la liberté.

La Rue Michel.

HAUTE FINANCE...



Joseph Caillaux est toujours le grand financier que nous connaissons tous. En deux mots il a donné le moyen de faire renaître la prospérité « dans ce France » comme disait Briand : Travail, Eco-

nomie. Naturellement, le Travail est pour les travailleurs (tous les Marin de France n'y pourrions rien, et Chautemps l'a bien prouvé en faisant dire à la délégation des agents en grève qu'il ne la recevrait pas avant que le travail ait été repris) : donc revenons vite aux 48 heures (voire 52 en certains cas — d'ailleurs quand il travaille l'ouvrier ne boit pas). Comme on ne peut pas tout demander aux mêmes, le patronat et le

travail (petit et grand) se chargeront de l'équilibre : diminution immédiate et nécessaire des salaires (il y a quelques années notre cher Joseph Caillaux prouvait qu'avec 800 fr. par mois le père, la mère, deux ou quatre enfants pouvaient parfaitement vivre ; mettons 1.000 fr. aujourd'hui et n'en parlons plus) ; augmentation logique et progressive des dépenses, mais fourniture absolument gratuite de chauds lainages, tricots par ces dames charitables, et de petits joujoux aux enfants des familles nombreuses et nécessiteuses, à la Noël ou au Jour de l'An, ne l'oublions pas !

Jeunes époux, au travail !

CHARITE BIEN ORDONNEE...



Tandis qu'on se débat dans les Chambres et autres assemblées pour donner une augmentation à des travailleurs dont le gain mensuel n'atteint pas 1.100 francs, les parlementaires votent à l'unanimité le relèvement de leur indemnité.

« Quant à l'indemnité parlementaire, s'écrit pathétiquement M. Barthe, lorsqu'il s'agit de la dignité des membres de l'assemblée, elle ne devrait donner lieu à aucune discussion ! »

De vigoureux applaudissements appuyèrent ces fortes paroles. Encouragé, l'énergique Barthe continua :

« Dans l'intérêt même de la fonction parlementaire, il importe que les députés puissent vivre dignement. »

Et les crédits furent votés. Que les travailleurs des Services publics comprennent ainsi que, s'ils veulent vivre décemment, il vaut mieux être député que receveur d'autobus.

CHACUN SON TOUR...

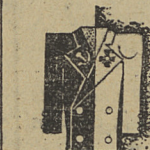


Croit-il que ce soit beaucoup plus difficile d'écrire dans l'Intran ? Changeons, camarades, changeons. Vous serez parfait en boueux !

On casera vos petits copains : Bailby, du Jour, en employé de métro, avec un petit sifflet, dans le wagon de queue, sera fort bien ; maître Jacques, de Saint-Denis, fera un charmant gazier ; le gros Léon en releveur de l'électricité serait très sympathique ; Charlot en conducteur d'autobus ; Mariage en receveur ; Lucain en croque-mort ; Hervé en égoûtier ; Duhamel en infirmier, etc., etc. Il y a de la place pour tout le monde.

Changeons, camarade, changeons.

UN AVIS AUTORISE



Gustave Hervé, qui, en matière de trahison a une compétence qu'on ne saurait lui contester, porte sur le P.C., un jugement qui vaut d'être cité :

Nous souhaitons d'abord que les nationalistes français cessent de considérer le parti communiste comme le principal danger qui nous menace : Les partis nationaux doivent changer d'objectif. Le régime parlementaire, voilà l'ennemi ! Cet ennemi abattu, nos communistes seront aussi doux que leurs frères italiens ou allemands le sont, depuis que le régime parlementaire et politique a été balayé en Italie et en Allemagne. Nos communistes sont d'ailleurs en pleine évolution ; ils ont parcouru déjà la moitié du chemin qui les sépare d'il y a quatre ans du socialisme national de « La Victoire », ou, ce qui revient au même, du christianisme social recommandé par la papauté. Ils n'ont pas fini d'évoluer.

Cette dernière affirmation nous laisse encore espérer de beaux jours.

(Voir en 7^e page : L'appel pour le lib.)

UNE FEMME FATALE

Les cahiers des « Humbles » que dirige Maurice Wullens publient dans leur dernier numéro quelques poèmes, entre autres un de Marie Koudacheva, écrit en 1922 et dédié à Léon Trotsky. En

voici quelques vers :

« Et ton nom » terrible qu'on bafoue et renom-

Prononcé par la bouche de tous les hommes.

Ces hommes seront morts depuis longtemps.

Et ton nom tournera à travers les temps.

Et fulgurera à travers les âges

Ta haultaine face, ton dur visage ! »

Rappelons que Marie Koudacheva était l'épouse du prince Koudachev, fusillé pendant la Révolution russe. Elle se remaria avec un tchékiste qui fut également fusillé. Enfin, entrée au service du Guepéou, elle fut chargée d'une mission spéciale en Occident : devenir secrétaire de Romain Rolland, dont elle fit par surcroît son troisième mari.

AUMONE



Comme par ces temps de chômage accru, nombre de loupistes ont été comme le pitoyable héros des « P'tites barriques », privés de jouets et même de douceurs pour leurs étreintes. Coutume désuète, mais combien agréable pour les enfants ! — L'œuvre a voulu leur faire du bien dans les miettes. Et ce journal indépendant, qui ne s'abaisse devant personne, a publié le 2 janvier deux photos : l'une représente l'arbre de Noël des petits enfants de M. Camille Chautemps, et l'autre, Alain Bonnet, fils de M. Georges Bonnet, parmi ses jouets. On ne peut insulter davantage à la misère des gosses, ni lécher plus servilement les fesses des maîtres du jour. Il est vrai que Jean Piot vient d'être promu commandeur de la Légion d'honneur.

Monsieur Dubalai.

NOTE DE L'ADMINISTRATION
Afin d'éviter des difficultés à l'Administration du Lib., nous prions nos lecteurs et camarades de se servir pour les envois d'argent du chèque postal : SCHECH AN DRE, 487-78, RUE DE BONDY, 9, PARIS, à l'exclusion de tous autres moyens : mandat-carte, mandat-lettre adressés au nom du « Libertaire ».

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »
Le livre de Kléber LEGAY
UN MINEUR FRANÇAIS
— CHEZ LES RUSSSES —

Un vol. de 125 pages : 4 francs.
Franco : 4 fr. 50.

Solidarité et compréhension pour le mouvement libertaire d'Espagne

Nous publions ci-dessous, du Bulletin français d'information de la C.N.T., de larges extraits du rapport fait par des camarades d'Argentine, délégués en Espagne, sur les événements depuis le 19 juillet et sur le rôle de la C.N.T.-F.A.I.

Ce rapport se remarque par son intelligence, compréhension des formidables problèmes auxquels eurent à faire face les anarchistes espagnols. A ce titre c'est un élément d'information remarquable.

Nous avons, pendant de longs mois, vécu et joué notre rôle unis aux camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. Nous nous sommes identifiés avec leurs désirs, avec leurs efforts et aussi avec leurs faiblesses. Et, encore, nous osions déclarer que nous avions pénétré dans le fond de la grande tragédie que vit le peuple espagnol et, particulièrement, notre mouvement, dont les organisations sont, sans aucun doute, le plus légitime exposant des aspirations de ce peuple héroïque.

Nous avons suivi les fluctuations de la lutte, non pas seulement comme spectateurs, mais en y participant, avec toute la modestie de notre petit apport, mais aussi avec toutes les responsabilités militantes qui consistent comme leur chose les activités de l'organisation libertaire et qui, par suite, acceptent toutes les conséquences qui peuvent en découler. Et nous avons aussi assisté au douloureux, et parfois indigne procès, de l'incompréhension avec laquelle a réagi, devant les faits de la guerre et de la révolution en Espagne, une partie de l'anarchisme international, en arrivant parfois aux extrêmes d'une inconcevable hostilité. Il en est, également, beaucoup qui, venus en Espagne pour être par l'attraction d'un mirage ingénu, au lieu de se pénétrer des profondeurs et graves problèmes que doivent résoudre nos camarades espagnols, ont préféré adopter une position critique, négative et fréquemment défaitiste, ce qui signifie couper pratiquement toute la solidarité morale au mouvement de la C. N. T. et de la F. A. I. et, selon nous, se montrer ignorants de la responsabilité qui nous incombe comme militants révolutionnaires, en quelque partie du monde où nous nous trouvons.

LA REVOLUTION A TRAVERS LA GUERRE

La réaction populaire du 19 juillet fut un magnifique cas d'improvisation qui déconcerta les militaires factieux, ainsi que le Gouvernement républicain lui-même. Sans aucun doute, le fascisme aurait triomphé en peu de jours si n'avait existé cette formidable capacité d'action des travailleurs due presque intégralement à l'intervention de nos organisations : la C. N. T. et la F. A. I. L'emprise de la masse fut tellement grande qu'elle dépassa les prévisions les plus favorables et, comme conséquence, l'optimisme de tous, et particulièrement celui de nos compagnons, crut à l'infini. Les victoires relativement faciles des premiers jours firent croire à la possibilité d'en terminer avec les factieux en peu de temps et, par suite, d'étendre la Révolution à toute l'Espagne. L'enthousiasme logique des premiers jours ne fit pas prévoir une guerre longue et difficile, contre des puissances étrangères dotées d'un formidable pouvoir agressif. D'autre part, la bourgeoisie et la classe moyenne libérale se soulevèrent, au moins en apparence, à l'ambiance révolutionnaire régnant dans les premiers mois de la lutte. En Catalogne surtout, les compagnons avaient l'impression d'un triomphe définitif de la Révolution qui s'étendait par les terres aragonaises à mesure qu'avancèrent les colonnes confédérales.

Comme conséquence de cet optimisme débordant, de cette « euphorie » générale que tout montrait facile, on eut l'impression, magnifiée encore à l'étranger, que le mouvement de la C. N. T. et de la F. A. I. était absolument dominant en Espagne et qu'il pouvait réaliser, sinon le maximum, du moins la majeure partie de ses revendications.

Avec un jugement un peu simpliste, on croyait que la guerre était une chose secondaire et que l'unique problème à résoudre était de conduire la Révolution jusqu'à ses extrêmes limites. Les camarades arrivés de divers pays en Espagne venaient, dans l'immense majorité, avec cette impression ou s'exprimaient dans cet esprit. Nous devons reconnaître que les compagnons espagnols, dans leur plus grand nombre, avaient la même impression, et faisaient abstraction des grandes forces adverses qui, nationale-

ment et internationalement, s'opposaient à la réalisation de nos légitimes désirs. Nous croyons que cet optimisme excessif a donné lieu ensuite, par contre-coup, à un pessimisme exagéré qui alla jusqu'à se convertir en défaitisme actif.

Mais la réalité ne manqua pas de se manifester très promptement d'une manière différente. Le peuple espagnol n'avait pas seulement à compter avec un groupe de militaires soulevés, mais à une formidable force de conjuration internationale qui mettait en jeu un terrible appareil belliqueux. On vit très promptement que les colonnes de miliciens enthousiastes, mais sans armes ne suffisaient pas pour contenir l'ennemi militairement organisé et moins encore pour le vaincre. En Aragon, nos colonnes restèrent immédiatement stationnaires entre Saragosse et Huesca. Dans le Sud, l'ennemi avançait rapidement jusqu'à Madrid. L'héroïsme de nos hommes fit des prodiges et, grâce à eux, la capitale ne tomba pas. Sans doute, tout cela serait insuffisant, était destiné à être annihilé si l'on ne disposait d'un armement efficace. S'il ne se créait une organisation adéquate qui fasse front à l'ennemi. Il manquait des avions, des canons, des armes de tous genres, en outre de beaucoup d'autres éléments dont l'Espagne ne disposait pas et dont l'apport ne pouvait s'espérer que de la solidarité du prolétariat international, solidarité qui se faisait assez faiblement sentir. Il fallait obtenir lesdits éléments ou ils étaient, dans la forme et dans les conditions imposées par ceux qui les détenaient. C'est-à-dire que l'on devait se mettre à la portée de la politique réaliste, perfide et intéressée des gouvernements qui pouvaient nous approvisionner en armes. Ces gouvernements exigeaient, d'une part, de l'or et aucune propagande révolutionnaire. La C. N. T. n'avait pas d'or. D'autre part, ils imposaient des conditions politiques. Ces conditions, pour obtenir le nécessaire pour la défense, ne dépendaient pas de nous, ne dépendaient pas de la C. N. T. ni de la F. A. I. ni même du gouvernement espagnol. On vivait sous l'angoisse d'un péril imminent. On n'avait pas le temps de discuter. Il ne faut pas oublier, en outre, que les gouvernements ne traitaient pas pour cela avec le mouvement libertaire. Quelques camarades de l'étranger ont reproché, par exemple, le fait que la C. N. T. n'ait pas traité avec la Russie, sous un aspect purement commercial : des armes contre de l'or. Conception ingénu, qui révèle jusqu'à quel point on ignore le véritable problème. En ces journées angoissantes qui pouvaient être les dernières pour l'Espagne antifeudaliste, les moyens héroïques et énergiques étaient nécessaires. Précisément, le plus grand mérite de notre mouvement, son plus grand titre de gloire historique, consiste à avoir compris la situation et à avoir saisi. Non seulement en faisant preuve d'héroïsme dans les combats, mais en adoptant une attitude réaliste qui contribue à servir les intérêts vitaux de tout le peuple espagnol et des travailleurs des autres pays et à mettre une barrière infranchissable à l'avance fasciste.

COLLABORATION GOUVERNEMENTALE ET MILITARISATION

Notre mouvement ayant triomphé, particulièrement en Catalogne où son influence était décisive, se présentait au dilemme : ou collaboration avec les autres secteurs, ou action totalitaire anarchiste. Cette dernière aurait impliqué de soumettre les autres secteurs et d'assumer la responsabilité exclusive de la guerre contre le fascisme. Un examen général de la situation fit comprendre aux camarades qu'une telle chose n'était possible d'aucune façon. Cela aurait concrètement signifié l'établissement d'une dictature anarchiste en se plaçant dans une situation hostile, face aux autres forces antifascistes et face au Gouvernement républicain, dans les moments précis où nous devions rassembler toutes les énergies contre le fascisme. Cela aurait signifié, surtout, un nouveau mouvement subversif avec l'aggravation de se charger des responsabilités historiques d'avoir contribué au triomphe fasciste.

L'autre chemin était celui de la collaboration, celui de la participation gouvernementale. Aucune autre solution n'était possible et aucun des camarades qui, depuis le premier moment, ont critiqué la détermination de la C. N. T. d'entrer dans le Gouvernement n'a pu indiquer une autre solution.

C'est ainsi que notre mouvement collabora tant au Gouvernement de la Généralité de Catalogne que dans celui de la République. De ce moment, il eut à faire attention, en même temps qu'à la lutte sur les fronts et aux tâches de reconstruction économique que réalisaient les syndicats, à cette autre lutte du « front politique » qui était la plus difficile pour nos compagnons, puisque sur ce terrain ils n'avaient aucune expérience. Il n'était pas tellement facile de modifier la mentalité des militants, même de ceux qui comprenaient bien les nécessités d'une telle activité. Nous nous trouvons, sous beaucoup d'aspects, dans une situation de franche infériorité. En général, les compagnons prétaient assez peu d'attention à ce qui se réalisait dans les institutions gouvernementales, même quand y intervenaient les propres représentants de l'Organisation. Parfois, surgissaient des contradictions entre ce qu'acceptaient nos conseillers et ministres et ce que faisaient les syndicats, desquels, pourtant, ils détenaient le mandat. Ceci était principalement dû au manque de pratique et de véritable organisation d'ensemble. De cette manière, nos positions allaient s'affaiblissant à mesure.

D'autre part, les politiciens avec lesquels nous devions collaborer n'avaient pas changé leur vieille mentalité réformiste. Ils admettent les revendications révolutionnaires parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, mais ils travaillaient constamment à les annuler. Ce furent surtout les communistes qui réalisèrent un classisme

Le « Général » Cipriano Mera EST un anarchiste

S'il est vrai que l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu, il faut reconnaître que les staliniens d'Espagne rendent de grands hommages à la vertu des anarchistes espagnols. Ce ne sont que risettes, mains tendues, appels, propositions, etc. Toutes ces avances n'ont qu'un but : endormir la méfiance de nos camarades. Sans y réussir d'ailleurs.

Mais comme la politique des communistes est dans tous les pays la même et qu'une consigne dictée par Staline doit être minutieusement exécutée, nos communistes français embolent le pas et chantent les louanges — oh ! très discrètement d'ailleurs — des anarchistes espagnols.

Le travail, c'est de faire comprendre aux lecteurs de l'« Humanité » qu'il y a anarchistes et anarchistes et que rien de commun évidemment ne saurait identifier les anarchistes français (ces pelés, ces galeux, ces provocateurs, etc.) avec les Espagnols, qui eux ont su comprendre les sacrifices né-



CIPRIANO MERA

cessaires et « faire litière » de leurs préjugés naïfs.

L'autre jour c'est à Cipriano Mera que l'adoratrice patente de Maurice Thorez, Simone Téry, s'en est prise pour cette démonstration.

L'article est présenté comme une interview, mais nous savons qu'il est fait de déclarations éparpillées ça et là dans la presse espagnole et faites par Cipriano Mera sur la nécessité de l'organisation, de la cohésion, de la discipline nécessaires dans la bataille entreprise contre le fascisme. Notre camarade Stephen démontre fort bien par ailleurs qu'il n'y a rien là-dessus de spécifiquement non anarchiste. Inutile donc d'insister.

Mais le dessein de Simone Téry est de laisser croire que nos camarades investis de charges militaires ou d'écrasantes responsabilités ont fait à jamais litière de leurs idées et de la finalité de celles-ci. Dans l'esprit du lecteur peu informé, cette conviction pénètre que les anarchistes espagnols n'ont réalisé quelque chose de positif que dans la mesure où ils ont renié leurs idées. C'est un travail habile.

Cipriano Mera, qui fut l'un des militants anarchistes les plus connus d'Espagne... dit Simone Téry. Ne vous en désolez pas, Mademoiselle, Cipriano Mera est encore un anarchiste. Car au cas contraire soyez assuré que « ça se saurait ».

Les « Guerrilleros » asturiens

Un évadé du front Est vient de faire part que le gouverneur d'Oviedo a publié un « avis » donnant jusqu'au 6 janvier aux paysans et militaires qui « tiennent le coup » dans la montagne et qui sont extrêmement nombreux, pour se présenter aux autorités militaires. L'ordre disait que, passé cette date, l'armée et la garde civile commenceraient la chasse aux fuyards. Ceux qui se sont présentés sont très peu nombreux, d'après le camarade évadé, car personne n'échappe à la mort après avoir été martyrisé.

labeur destructif avec leur caractéristique manque de scrupules. Après avoir débuté sans enrôlement et sans effectifs, ils commencèrent à manœuvrer très habilement pour attirer à eux tous les éléments de la petite bourgeoisie, y compris les plus réactionnaires, pendant que, d'autre part, ils surent conquérir un élément de choc très vaillant comme le sont les Jeunesses Socialistes, en les soustrayant à l'influence de Largo Caballero. De cette façon, ils enlèrent rapidement leurs rangs. Mais l'explication de cette augmentation est fournie par la collaboration du Gouvernement russe qui, sous certain point de vue, apparaît comme le sauveur de l'Espagne. En effet, presque la totalité de l'armement avec lequel on put contenir l'invasion, provenait de Russie et, avec cet armement, vinrent des « techniciens », les conseillers du Gouvernement, les chefs du Komintern qui se placèrent à des postes stratégiques, politiques et militaires pour avoir une influence prépondérante dans le Gouvernement. Ajoutez à cela leur habileté d'intrigants, leur manque de scrupules et la tactique de corruption qui leur a valu des adeptes de différentes catégories et l'on comprendra les raisons de l'influence qu'obtint ce Parti, sans qu'y eurent pour quoi que ce soit les « concessions » de la C.N.T.

LA SUITE

Un an au tribunal de Burgos

Nous continuons ici le récit fait par Ruiz Vilaplana, secrétaire au tribunal de Burgos, d'une année passée dans l'Espagne de Franco ; l'on doit toujours se rappeler que si l'armée est responsable de tous ces assassinats, son inspiratrice est l'Eglise. Cette abominable religion qui empoisonna l'Espagne depuis des siècles reste l'ennemi le plus coriace et le plus dangereux. Il n'y a pas la moindre illusion à se faire sur ce point.

Mola arrivant à Burgos, exigea que les autorités se présentent et Ruiz Vilaplana remarqua que lors de la réception dans le grand salon de la Capitanía General, il a le visage nerveux et préoccupé, les yeux fixes ; ce n'est plus le « caudillo » souriant du balcon au peuple de Burgos, il semble inquiet et dans une première réunion dit aux personnes présentes :

« Ne nous trompons pas. Ce soulèvement était monarchiste, et maintenant étant donnée la tournure prise, l'on ne peut plus parler de monarchie. C'est un échec ; tandis qu'en Galice, en Andalousie et même au Maroc, l'on se soulève au cri de : Vive la République ! nous nous levons avec les requêtes, avec un idéal monarchiste ; Franco de son côté avance, soutenu par la Phalange et quelqu'un de plus... beaucoup plus important... et Queipo agit seul parce qu'il en a l'envie sans savoir bien pour qui. C'est le chaos et cela ne peut être ; ici je ne vois pas les choses bien claires et nous ne devons pas nous laisser enlever le commandement maintenant.

Ici suit la formation du gouvernement de Burgos avec des éléments militaires et quelques civils. Musique et chants ont lieu sur les places publiques.

LE « NETTOYAGE » DE L'ARRIERE CONTINUE

Le lendemain matin Ruiz Vilaplana est réveillé par ces mots :

— Don Antonio, levez-vous, nous avons sept autres « flambers » (mot espagnol signifiant : viande froide).

« Je passais à côté de l'édifice des Jésuites, immense bâtiment converti en casernes et sa rue me rappelle un procès célèbre, qui eut lieu quelques mois avant. L'Etat républicain, voulant appliquer les lois votées par les Cortes, prétendait en prendre possession, mais la Compagnie de Jésus, plus forte ou plus habile, s'y opposa et réussit à éviter la remise de l'édifice, alléguant une vente, fictive, qui aurait eu lieu antérieurement. Et l'Etat républicain, populaire et laïque, est à passer — roulé par la justice réactionnaire — sous cette louche manœuvre... »

Et la Compagnie de Jésus, met maintenant son édifice à la disposition des militaires soulevés, des assassins...

Et par reconnaissance, ceux-ci donnent l'« exclusivité » aux jésuites pour assister aux exécutions. La Compagnie avait organisé sous le commandement du bizarre Père Leturio, une équipe de confesseurs, qui alternaient dans ce macabre service...

Et nous voici à reconnaître ces sept nouveaux cadavres : le colonel Mena, le lieutenant-colonel de cavalerie Rubio Saracibar, deux industriels de Burgos et Abad, agent commercial, le capitaine Marin, de la garde civile et deux ouvriers du direct Madrid-Burgos.

Ceux-ci étaient morts pour être restés fidèles à Madrid. Mais ce n'était pas tout, une autre « sardine » à reconnaître, un pauvre diable qu'on avait sorti de prison :

« Le visage taché de sang et de boue, avec les orbites vides et un œil pendant encore, m'impressionna vivement ; le malheureux avait les mains attachées avec de fortes cordes ; l'angoisse de son agonie et ses dernières convulsions furent telles que ses poignets étaient profondément entaillés par celles-ci. Nous trouvâmes sur lui un portrait de jeune femme soutenant dans ses bras une fillette avec ces mots : mon petit papa beau coup de baisers de ta petite fille ».

Les descriptions de « Doy fé... » continuent impressionnantes : celui de la Cartuja de Miraflores, établissement religieux près d'un cimetière d'innombrables exécutions eurent lieu, non pas seulement d'ouvriers, mais de quiconque professait quelques idées libérales.

LA MORT DE MOLA

— Quand entrons-nous à Bilbao ? Telle était la question éternellement posée vers le mois de mai dans toute la zone nationaliste.

Vilaplana nous donne alors une longue description des continuels renforts italiens et allemands traversant Burgos, des centaines d'appareils sur les aérodromes de Gamonal et de Vitoria ; l'on préparait l'attaque sur le front basque, Durango et Guernica venaient de subir un massacre épouvantable, sans que le pays basque puisse se défendre faute d'aviation. C'est à ce moment que la nouvelle de l'accident de Mola arriva à Burgos, son appareil détruit à la hauteur du mont de la Brujula.

« Une demi-heure après que la nouvelle me fut communiquée, une ambulance militaire, escortée de voitures officielles passait à toute vitesse près de nous et s'arrêtait à l'hôpital militaire. Elle transportait les restes de Mola. Le cadavre matériellement en morceaux fut recomposé par les médecins avec peine. D'après ce que me communiqua l'un d'eux, il était si défiguré qu'il ne pouvait être vu par personne : une horreur.

« Quand la répression atteignit sa période la plus aiguë, quand chaque famille prolétarienne et de la classe moyenne était frappée d'angoisse, quand les champs et les chemins se remplissaient de cadavres, Mola du haut de son commandement dicta l'ordre : « Plus de spectacles macabres ! Faites la justice, mais avec habileté et sans porter préjudice par ces exhibitions odieuses au glorieux mouvement national. »

Alors les assassins continuèrent, mais l'on ne « trouva » plus de cadavres, Mola, digne élève des jésuites, se faisait obéir : « Ainsi surgissent dans les petits villages, groupés de misérables cabanes ouvrières, d'énormes fosses comme celle de Hondón en Rodillo et, dans chaque bourg, un terrain ou un champ, comme celui du Llano en Estepa et, dans chaque ville, un lieu vaste et désolé comme le Mont de la Brujula à Burgos. Combien de fois, passant sur la route, près

de lui, je fermais instinctivement les yeux, croyant que les centaines de corps ici entassés se leveraient à mon passage pour m'exprimer leurs plaintes... »

Sur ce même monticule, où sur les ordres de Mola, soutenu par la religion catholique, tant de prolétaires, tant de braves gens sont morts, torturés et assassinés, le chef de ces assassins, le général Mola, monté dans un parfait avion allemand, trouva la mort sur le plus typique lieu de ses crimes. Exactement...

Nous disons soutenu par la religion catholique, car le pape n'a jamais désavoué les massacres de Guernica, Durango, Madrid, etc., et approuva par la voix de ses représentants — comme à Palma — les assassinats de milliers de prolétaires.

(A suivre.)

Le drame Diaz-Martinez

Une protestation du groupe de la Courneuve

Les libertaires de la Courneuve protestent, à juste titre, contre les colonnes répandues par ce journal sur Martinez Rodriguez et revendiquent ce camarade comme un des leurs. Ils se font un devoir de faire connaître la vérité à l'opinion publique.

Notre camarade Vittorio Martinez Rodriguez fut un militant ardent de la cause de la liberté ; nous en donnons ici la preuve : Carte de Militien n° 29 délivrée à Vittorio Martinez Rodriguez.

Profession : journalier. Age : 38 ans. Délivrance de la carte à Barcelone.

Revenu en Espagne pour le 29 juillet 1936. Membre de la Colonne Tierra et Libertad. Réformé ensuite et autorisé à entrer en France le 5 octobre 1936.

Voici les certificats prouvant que notre camarade avait quitté les Milices malades, et qu'il était toujours en traitement.

Le premier certificat : date : 27 octobre 1936. Hôpital Franco-Musulman, Bobigny (Seine) :

Le 2^e certificat, date : 1^{er} novembre 1936. Docteur Charles Hoch, 9, avenue du Rocher, Vitry-sur-Seine :

Le 3^e certificat, date : 10 novembre 1936. Hôpital Franco-Musulman :

Le 4^e certificat, date : 24 novembre 36, Hôpital Franco-Musulman :

Le 5^e certificat, date : 8 février 1937, Hôpital Franco-Musulman :

Le 6^e certificat, date : 28 juin 37, Casa de Espana, 53, rue de la Pompe, Paris-16^e :

Le 7^e certificat, date : 13 septembre 37, Casa de Espana :

Le 8^e certificat, date : 29 novembre 37, Casa de Espana :

Le 9^e certificat, date : 27 décembre 37, Casa de Espana.

Ce dernier certificat, suffit amplement à lui seul à démolir les accusations de Virgilio Diaz contre notre regretté camarade.

Voici le contenu de la dernière lettre que notre malheureux camarade avait adressée à sa compagne :

« Chère Epouse et Compagne, salut !... « Devant les odieuses insinuations qui pourraient surgir contre moi, dans l'intérêt de certains individus, disant que moi j'ai déserté ma place au combat par lâcheté, je te remets ici cette documentation qui prouve mon dévouement à la cause de la Liberté.

« Réformé par le docteur de ma colonne, qui me délivra un certificat de réforme me dirigeant sur Barcelone, d'où l'on me délivra un passeport pour la France, sur remise du certificat de réforme. Pour confirmation de ma réforme, sache qu'il y a un dossier d'établissement pour chaque milicien réformé, réclame-le à la Casa Espana, 53, rue de la Pompe, Paris-16^e.

« Ceci pour démolir les accusations que m'a portées devant deux personnes, Maria et Papa, le nommé Virgilio Diaz. En France, malgré son précaire état de santé, il continuait à militer activement pour la cause de la Liberté.

Le Groupe s'incline devant sa dépouille et lui adresse un salut ému.

Assure sa compagne de son affectueuse sollicitude dans cette pénible épreuve. (Toutes nos affirmations sont basées sur des documents, que nous tenons à la disposition de quiconque en fera la demande au Groupe de la Courneuve).

Le Groupe de la Courneuve

Le conflit de l'U. G. T. en voie de solution

Le conflit de l'U. G. T., duquel nous avons tenu nos lecteurs chaque semaine au courant serait en voie de solution provisoire et se terminerait par une cote mal taillée. Chaque partie se faisant des concessions mutuelles, la commission exécutive nouvelle se complètera de quatre membres pris dans la tendance Largo Caballero. Il est encore prématuré de tirer des conclusions de cet arrangement qui a été proposé par Jouhaux. Cependant nous ne croyons pas nous avancer avec trop de hardiesse en disant que le relâchement de l'alliance contre Caballero des éléments pristiens et communistes s'est effectué plutôt au détriment de ces derniers.

Les communistes n'ont pas cessé de montrer une opposition irréductible à Caballero. Or celui-ci tout en laissant des plumes dans l'aventure, arriverait cependant à demeurer en surface.

Nous aurons bientôt l'occasion de reprendre dans l'ensemble les éléments de la solution qui met fin à cette querelle de dirigeants dont les conséquences n'ont été que préjudiciables pour le prolétariat espagnol tout entier.

solidarité internationale antifasciste

TOUTE LA JEUNESSE ANTIFASCISTE A LA S. I. A.

Tout ce qui reste au monde de jeunesse, consciente de ses responsabilités, libre dans sa pensée et maîtresse de son action, doit applaudir sans réserve et s'intégrer sans délai au magnifique effort de la Solidarité Internationale Antifasciste.

Depuis plus d'un an et demi, un peuple unanime — ouvriers et paysans, intellectuels et manœuvres, vieillards, femmes et enfants, tous liés au même destin et dévoués corps et âme à la même cause sacrée — résiste héroïquement à l'assaut du fascisme qui vient, hélas, de réaliser son unité sur le plan international, pour multiplier plus systématiquement les destructions, les massacres et les esclavages.

Depuis plus d'un an et demi, les antifascistes de tous les pays savent bien que les dictatures — derniers mandataires du capitalisme agonisant — jouent en Espagne leur dernière carte : c'est là-bas qu'ils font l'expérience monstrueuse de leurs armements et de leur appareil militaire, en attendant de transformer le monde en un champ de bataille généralisé... C'est en Espagne — terre de libération — que le fascisme, aussi bien l'allemand que l'italien ou le portugais — le fascisme universel — trouvera son tombeau ! Et si, par malheur, il ne le trouvait pas, alors c'en serait fait de la liberté humaine tout entière, car la cause de la liberté est désormais une et indivisible.

Et pourtant, voilà plus d'un an et demi que nous marchons sordidement notre appui à ceux qui répandent leur sang pour sauver notre peau ! Dix-huit mois de réticences, de paroles, de combis, de lâchetés et — il faut le dire — de trahisons, alors qu'en juin 1936 le peuple français avait porté triomphalement ses représentants au pouvoir pour abattre toutes les basillies et instaurer le régime de la grande Paix des Hommes...

Devant cette infamie, devant cette complicité dans l'assassinat, un grand souffle d'indignation et de révolte doit soulever les masses populaires : il faut que tous les mi-

litants de base se rassemblent pour manifester leur volonté autrement que par des paroles, et passer enfin aux actes. Car, tout de même, on croit rêver en constatant qu'on en est encore à attendre l'ouverture de la frontière espagnole, alors que tous les partis — sans exception — qui constituent le Front Populaire l'ont votée très explicitement à leurs derniers congrès. N'y a-t-il pas là une preuve suffisante de l'incapacité des vieilles formations parlementaires, et la démonstration lumineuse que la S.I.A. vient à son moment pour créer un grand courant de solidarité active et effective, indépendamment même des querelles partisans et des prudentes tactiques. Il est des moments où toute vérité, toute délivrance doit partir d'en bas, des rangs mêmes du Peuple qui est bien forcé de prendre en mains son destin, puisque les « Responsables », les « chefs », n'ont su que manquer l'heure de la Révolution, et sont en train de céder au chantage des tyrannies, en attendant d'être précipités dans la tuerie finale.

On a décidément trop parlé, trop discoursé sur l'Espagne, au lieu d'exiger les actes décisifs par lesquels des millions d'hommes eussent été délivrés du fascisme et de la guerre. Le simple citoyen, le brave militant qu'on traîne de défilés en meetings et de meetings en commissions, a l'impression très nette qu'on a bien souvent mesuré, minimisé l'aide libératrice, parce qu'on était emprisonné dans d'innombrables règlements de compte, dans d'innombrables conformismes politiques... La S.I.A. saura remonter ce mauvais courant et ramener la solidarité internationale sur son véritable terrain, qui ne doit pas être le champ clos de telle « ligne » révolutionnaire, mais celui, infiniment plus large et plus fraternel, de la Révolution tout court. Devrait-il être question de « tendances », lorsqu'il s'agit de notre salut commun ? L'héroïsme de l'anarchiste ou du communiste, du syndicaliste ou du socialiste, n'est-il pas le même lorsqu'il combat pour l'unique cause de la Liberté — et l'esclavage cesse-t-il d'être ignoble parce qu'il frappe tel ou tel de ses défenseurs ?

C'est à la jeunesse, principalement, qu'il appartient de donner le signal d'une solidarité pleine et entière, sans réticences ni conditions, dédiée simplement à la misère des hommes et à leur prochaine délivrance. Les J.E.U., N.E.S., en particulier, se sont ralliés avec d'autant plus d'enthousiasme à la S.I.A. qu'ils luttent depuis trois ans pour que les vieux partis en finissent avec leurs compromis stériles et leurs batailles criminelles, et pour qu'ils réalisent leur unité organique en s'attaquant au Plan constructif qui peut dès maintenant nous donner l'Abondance et les Loisirs, pourvu que nous sachions remplacer l'ère du profit capitaliste par une véritable Economie socialiste distributive, mettant les dernières merveilles de la Science et du Progrès technique au service de l'immense collectivité des travailleurs.

La S.I.A. est pour nous un très bel exemple de probité de pensée révolutionnaire, et c'est pourquoi nous avons voulu créer immédiatement, au sein de nos Liaisons internationales, un Comité permanent chargé de développer la propagande pour la S.I.A. dans toutes nos équipes de base et dans tous nos centres régionaux.

Ainsi, par-dessus toutes les frontières territoriales et spirituelles, nous espérons apporter le tribut de notre jeunesse et de notre dynamisme à l'union et à la fraternité de tous les antifascistes d'aujourd'hui, premières pierres de l'édifice socialiste de demain.

JEAN NOCHER,

Délégué Général des J.E.U.N.E.S.

Apprétons-nous à les fêter

Dans quelques jours, nos sept petits réfugiés qui représenteront à la fête du 15 janvier les 204 orphelins espagnols de notre colonie pyrénéenne, vont arriver parmi nous. Déléguée en Catalogne par la section française de la S.I.A., je rentre de Llensa où je viens de quitter nos sept petits chanteurs et danseurs. Prochainement, je vous expliquerai avec plus de détails quelle est la vie quotidienne de ces enfants qui ont trouvé près de la frontière des Pyrénées l'existence assurée grâce à la solidarité des camarades français. Aujourd'hui, je voudrais seulement vous exprimer la joie que ces petits éprouvent à la pensée de se trouver bientôt au milieu de nous tous. Ceux qui partent sont tout fiers de venir nous montrer le meilleur de leurs chants et de leurs danses, et les autres qui restent, les plus nombreux, atten-



Les 7 orphelins de Llensa qui participeront à notre fête du 15 janvier.

dront avec impatience le retour de leurs camarades pour les accabler de questions sur leurs parents adoptifs à uxquels ils doivent une vie exempte de soucis.

Le programme de cette fête vous sera donné au complet la semaine prochaine. Ce sera un très beau programme, choisi avec goût ; mais nul doute que vous ne préférerez, camarades, sentir l'âme du peuple espagnol qui s'exprimera à travers les chants et les danses de vos enfants adoptifs. Vous savez, en outre, qu'en apportant votre obole dans le modeste prix d'entrée à la fête, vous contribuerez à assurer le nécessaire à ces enfants qui ont tant souffert et qui ne vivent que de nos dons.

La vie est dure cet hiver en Espagne, les denrées sont rares. Toute notre colonie doit s'alimenter en France, par nos propres soins. Songez qu'avec les 204 enfants qu'elle compte à présent, et le personnel, ce sont environ 450 repas qu'il faut servir quotidiennement à Llensa. Les camarades responsables de la colonie doivent parfois réaliser de véritables prodiges pour que rien ne manque, et ils y ont jusqu'à présent réussi. A nous de leur faciliter la tâche et de faire en sorte que notre colonie qui ne reçoit aucune autre subvention que nos envois, prospère afin d'assurer à nos petits la vie et la santé que le fascisme tentait de leur arracher.

C'est pourquoi vous répondrez à l'appel de la S.I.A. en venant en foule remplir le 15 janvier la salle de la Mutualité qui sera, nous y comptons, trop petite pour vous contenir tous.

Renée LAMBERT.

Permanences, convocations de la S.I.A.

11^e ARR. — Permanence, café de la Presse, 123, rue Montmartre, le dimanche, de 9 h. à 11 h. 30. A laquelle sont conviés les types du Croissant, les porteurs-cyclistes et le personnel de chez Hachette.

XIII^e. — Nous demandons aux camarades désireux de militer au sein de la S.I.A. de noter que la permanence centrale est au café « Au Clair de Lune », place d'Italie, tous les vendredis à 20 h. 30. Le dimanche, les dons de toutes sortes seront reçus de 10 h. à 12 h. aux adresses suivantes : Salle Junier, 29 et 31, place Jeanne-d'Arc ; Salle Cozannet, 24, avenue d'Ivry.

BLANC-MESNIL. — La Section locale est constituée. Les camarades voulant y adhérer ou ayant besoin de renseignements doivent se mettre en relations avec Planet, 6, rue de Verdi. La permanence est assurée tous les samedis à partir de 21 h., salle Auguste, 11, avenue des Lilas.

ROMAINVILLE. — Permanence le mardi de 20 h. 30 à 22 heures au « Trianon », place Carnot.

VILLEPARISIS. — Permanence le dimanche, de 9 h. à 12 heures, au café de l'Union, place du Marché.

LA SECTION DU BOIS. — Permanence, 220, Faubourg St-Antoine, de 17 h. 45 à 19 h. tous les jours, de 9 h. à midi le samedi. S'adresser au camarade Barbot, bibliothèque.

CLAMART. — Réunion constitutive de la section, jeudi 6 janvier, à 20 h. 30, chez Portay, 7, place Hunebelle. Invitation très cordiale à tous les amis de la S.I.A.

OLICHY. — Permanence tous les vendredis de 20 h. 30 à 22 heures, salle municipale, 115, rue du Bois.

REGION DE VERSAILLES. — Une réunion de constitution de groupe et de prise de contact des camarades de Versailles, St-Vincent, aura lieu vendredi 7 janvier, Mairie de Chaville, à 21 heures.

LIVRY-GARGAN. — Permanence tous les dimanches de 9 h. à midi, café Terminus.

CARRIERES-SUR-SEINE. — Un groupe de camarades qui désirent adhérer à la permanence le dimanche de 10 heures à midi, au café du Moulin.

REGION DE CHARENTON. — Une section de la S.I.A. est formée. Une permanence aura lieu le 9 janvier de 9 h. à 12 h. 30 chez Mouraux, 37, rue des Carnebais, à Alfortville.

LES LILAS. — Réunion constitutive de la section, vendredi 7 janvier à 20 h. 30, 10, rue de la République. Nous informons les camarades antifascistes des Lilas que nous formerons ce soir à la bureau ; que dès ce moment chacun devra prendre ses responsabilités et ramasser argent, vêtements, vivres ; participer enfin à une aide effective pour l'Espagne.

ST-OUEN. — Permanence tous les dimanches de 10 h. à 12 h., 97, rue de la Chapelle.

NICE. — Permanence de la S.I.A. tous les mardis, à 21 heures, librairie Diderot, 14, avenue Notre-Dame.

THONON-LES-BAINS. — Pour tout ce qui concerne la S.I.A. prière de s'adresser à Félix Saché, 25, avenue des Vallées.

NOS CONFÉRENCES FILMÉES
Mardi, 11, à Bordeaux.
Mardi, 11, à Rouen.
Jeudi, 13, à Albi.

Petite correspondance
Le camarade de Terrenoire qui a demandé au « Libéraire » du matériel de propagande de la S.I.A. est invité à nous donner son adresse, celle-ci ayant été égarée.

LES STALINIENS ESPAGNOLS A L'ŒUVRE CONTRE L'ESPAGNE

Depuis mai, les staliniens ou semi-staliniens tiennent la frontière espagnole et créent mille ennuis aux antifascistes qui ne sont pas de leur obéissance. Nous avons dû protester déjà de nombreuses fois contre leurs manœuvres qui, si elles se généralisaient et s'implantaient sérieusement, auraient pour conséquence d'isoler davantage encore l'Espagne ouvrière du reste du monde.

Voilà quinze jours que nos camions remplis de vivres et de vêtements ne franchissent plus la frontière, les douaniers espagnols staliniens émettant la prétention énorme de faire payer des droits exorbitants pour l'entrée en Espagne du produit de la solidarité faite ici en faveur du peuple espagnol.

Ce serait au plus haut point ridicule, si ce n'était odieux.

Sitôt que nous eûmes connaissance de ces faits, nous les signalâmes sous cette forme à l'ambassadeur d'Espagne, à Paris :

30 décembre 1937.

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous apprenons à l'instant que les camions de notre section de Perpignan en partance pour l'Espagne et contenant des vivres, vêtements (dons ou paquets individuels) n'ont pu pénétrer en Espagne par décision des douaniers espagnols de Port-Bou.

Notre étonnement est profond et notre tristesse est grande de constater que des fonctionnaires espagnols

tentent de mettre un frein à la solidarité que nous nous efforçons d'obtenir ici.

Nous vous demandons, Monsieur l'Ambassadeur, de mettre assez vite ordre à cela, soit par votre intervention directe, soit en priant le gouvernement de Barcelone de donner des ordres en ce sens.

Dans la même journée l'Ambassadeur adressait à S.I.A. ce télégramme :

A l'instant, je reçois votre pneumatique, je télégraphie avec empressement à M. le directeur général des douanes à Barcelone. Prière de communiquer cette nouvelle aux amis de Perpignan.

Huit jours après notre protestation et l'intervention de l'Ambassadeur, les douaniers en question sont dans le même état d'esprit, et M. le directeur des douanes, pur stalien, n'a pas daigné encore répondre. Sans doute mange-t-il son content et est-il chaudement vêtu, lui.

Ce qui arrivait-là est invraisemblable et digne d'être conté par un autre Courteline. C'est risible, mais honteux également et il faut que ça cesse vite. Nous nous y employons énergiquement.

Et notre solidarité s'exercera à l'égard des antifascistes espagnols malgré les conseils de l'égoïsme, malgré la canaillerie stalinienne.

Nous réclamons plus que jamais des vivres pour l'Espagne, camarades !

SOUSCRIPTION DE LA S.I.A.

Première liste

Nous publions aujourd'hui le détail et le total des souscriptions reçues pour la S.I.A. depuis sa création, depuis le 1^{er} novembre. Dorénavant, les camarades souscripteurs et collecteurs trouveront dans cette page, au début de chaque mois, la nomenclature des sommes qu'ils nous auront adressées. Nous leur demandons de faire au gros effort, de nous adresser leurs listes de souscription soient plus étoffées encore que celle-ci. Et d'avance nous les en remercions.

O. Biquard, 50 fr. ; Tinguet, 10 fr. ; Contreras, 100 fr. ; Candela, 120 fr. ; Quelques Syndicats du Havre, par offre, 15 fr. ; Rotativistes-Sangleurs Livre Parisien, versé par Comeau, 150 fr. ; liste n° 430 v. par Guyard, 140 fr. ; liste n° 16 v. par Maurice Germain, 28 fr. ; liste n° 558 v. par Gilar, 128 fr. ; Mme B. Dely, 250 fr. ; liste n° 13 (Métro Pompes) v. par Charlot, 75 fr. ; Guillemot, 10 fr. ; Sandiego, 10 fr. ; Charbonnier, 100 fr. ; Candela, 120 fr.

Liste n° 13 versée par Jacomini, 42 fr. ; liste n° 594 v. par M. Jout, 61,50 ; Franchini, 60 fr. ; liste n° 600 v. par Léon, 175 fr. ; liste n° 21 v. p. M. Germain, 28 francs ; listes n° 463, 577, 578 v. par Loison, 430,50 ; liste n° 559 v. par Loison, 36 francs ; liste n° 581 v. par Chabanon, 36 francs ; liste n° 584 v. par Planzer, 230 francs ; quatre copains de la fonte (Gnome et Rhône), 35 fr. ; Candela, 120 fr.

Liste n° 602 versée par Piatte, 184 fr. ; Mazaret, 36 fr. ; V. S., 10 fr. ; Chantier Bellevue v. par Berger, 10 fr. ; Devallois, 5 fr. ; Muot, 5 fr. ; Baudet, 10 fr. ; Perronne, 10 fr. ; liste n° 603 v. par Laine, 35 fr. ; Boucher André, 25 fr. ; liste n° 10 v. par Bourne, 113 fr. ; liste n° 23 v. par M. Germain, 20 fr. ; liste n° 607 (A.O.I.P.) v. par Grenier, 214,75 ; listes n° 457, 458, 448 (Rotativistes-Sangleurs du Livre Parisien) v. par Comeau, 482 fr. ; liste n° 365 v. par Romeo, 178 fr. ; liste n° 602 (Métro Pompes) v. par Charlot, 70 francs.

Liste n° 587 versée par Trachsel, 62 francs ; Grunberg, 20 fr. ; liste n° 17, 31 fr. ; liste n° 26 v. par M. Germain, 22 francs ; liste n° 614 v. par Léon, 205 fr. ; liste n° 496 v. par Martini, 51,50 ; liste n° 523 v. par Martini, 110 fr. ; liste n° 177 v. par Goudin, 15 fr. ; Groupe Libertaire de St-Ouen, 60,50 ; listes n° 600, 181, 612, 115, v. par Loison, 336 francs ; liste versée par Marcelle Beclard, 40 fr. ; Candela, 240 fr. ; Collecte v. p. Contreras, 165 fr. ; Correcteurs Paris-Sol-Paris-Midi, versé par Anderson, 210 fr.

Paul Reclus, 200 fr. ; Groupe Libertaire de Lyon, 30 fr. ; liste n° 620 (Gnome et Rhône) versée par Laine, 100 fr. ; Groupe Menestrel Club Bruxelles, v. par Gauvin, 395 fr. ; Groupe de Stains, v. par Moreau (listes 14-505), 65 fr. ; quelques syndicats du Havre, 16,800 fr. ; liste n° 618 (Gnome et Rhône) v. par Planzer, 160 fr. ; Piquet, 10 fr. ; Spain in the World, London, 5,000 fr. ; liste n° 25 v. par la Section Métro Pompes, 86,50 ; M. Masle, 50 fr.

Liste n° 24 versée par Bourne, 116,50 ; A. Chantier, 100 fr. ; J. Mestre, 40 fr. ; liste 401 v. par Chantier, 83,50 ; Allain, 5 fr. ; Candela, 240 fr. ; J. S., 100 fr. ; Madeleine Lambert, 500 fr. ; Bassi Second, 5 fr. ; Maison Schuster, 300,60 ; Mlle Poirot, 100 fr. ; liste n° 604 v. par Gilar, 137,50 ; liste n° 601 v. par Timonnier, 318 fr. ; Francis, 98 fr. ; Ancien Comité Francisco, Ferrer-Alger, 3,000 fr. ; liste n° 460 (Rotativistes-Sangleurs) v. par Dremières, 135 fr. ; liste n° 8 Groupe Savigny-sur-Orge, 62 fr. ; collecte v. par Chabanon, 50 fr. ; Nicaise, 50 fr. ; 4 copains de la fonte, 52 fr.

Liste n° 28 versée par la Section Métro Pompes, 127 fr. ; B. Dely, 300 fr. ; O. Biquard, 25 fr. ; Dr Judet, 100 fr. ; Comité Spain The World-London, 1,000 fr. ; Mme Bertrand, 50 fr. ; Paul Riquel, 100 francs ; liste n° 397 v. par Gilar, 136 fr. ; Mme Vve Carnet, 30 fr. ; X. a Cadet, 100 fr. ; Quelques Syndicats du Havre, 14,400 fr. ; Fendy, 30 fr. ; Jam, 50 fr. ; Erminelli, 25 fr. ; Auric Pierre, 20 fr. ; Buteux, 10 fr. ; Omet, 20 fr. ; Jaquet, 100 francs ; Chauvial, 100 fr. ; Candela, 240 francs ; Chantier Schul, Cours de Vincennes, 198,55 ; Ibero, 20 fr. ; Chabat, 40 francs ; liste n° 1340 v. par Léon, 130 fr. ; Boutin, 16 fr. ; Leroy, 50 fr. ; Pazel, 51 francs ; liste 1,340 v. par Lova, 120 fr. ; liste n° 1,023 v. par Piquet, 13 fr.

Liste n° 672, sommes reçues au Centre, 218 fr. ; liste n° 608 versée par Béatrix, 284 fr. ; liste n° 35 v. par Villain, 97 fr. ; liste n° 1,377 v. par David, 103 fr. ; liste n° 1,396 v. par Germain, 29 fr. ; liste n° 1,393 (Usine Farman) v. par Chantier, 148 fr. ; liste n° 1,185 v. par Birtchousky, 80 fr. ; liste n° 543 v. par Lepel, 20 fr. ; liste n° 432 v. par Torebaddella, 40 fr. ; liste n° 985 v. par Bernico, 257 fr.

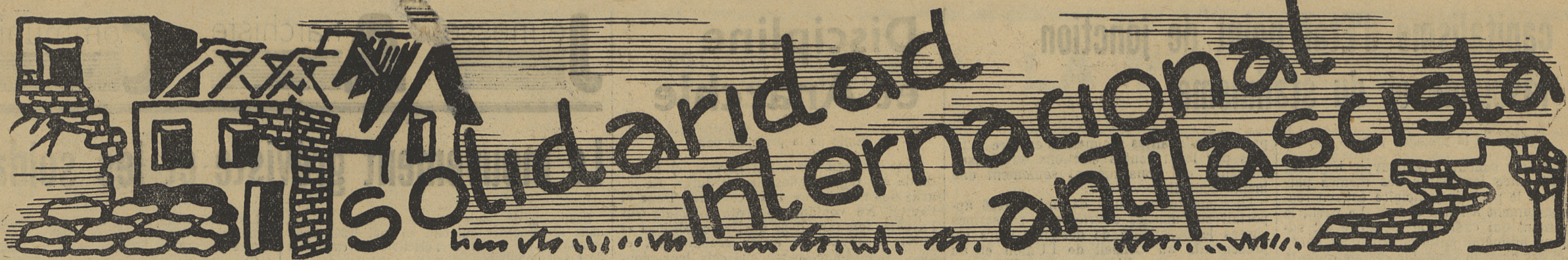
Liste n° 975 (A.O.I.P.) versée par Grenier 325,50 ; liste n° 1,432 v. par Loison, 121 fr. ; liste n° 1,453 v. par Loison, 237,50 ; liste n° 691 v. par Tumson, 65 fr. ; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr. ; liste n° 976 v. par Roche, 65,50 ; liste n° 977 v. par Lova, 247 fr. ; liste n° 21 (sommes reçues au Centre) 1,428 fr. ; liste n° 974 v. par M. Jout, 48,50 ; liste n° 846 v. par Dufour, 97 fr. ; liste n° 984 (Els Delaunay-Berthel) v. par Leleux Marcel, 106 fr. ; liste n° 716 v. par André, 59 francs.

Liste n° 927 versée par H. Gossé, 53 francs ; liste n° 1,128 v. par Roux, 102,50 ; liste n° 471 v. par Germain 199, 133,50 ; liste n° 1,035 v. par M. Germain, 23 fr. ; liste n° 887 v. par Delavallée Pierre, 22,50 ; liste n° 886 v. par Dremières, 175 fr. ; liste n° 98 v. par Vignau G., 96 fr. ; liste n° 113 v. par Virol, 15 fr. ; liste n° 1,158 v. par Germain Maurice, 26 fr. ; liste n° 342 v. par Loison, 172 fr. ; liste n° 341 v. par Loison, 94 fr. ; liste n° 134 v. par A. Rump, 134 fr. ; liste n° 831 v. par Gauthier, 10 fr. ; liste n° 669 v. par Lebourcier, 86 fr. ; liste n° 688 (Gnome et Rhône) v. par Laine, 100 francs ; liste n° 137 v. par Trachsel, 75 francs ; liste n° 841 v. par Aubouin, 55 francs ; liste n° 141 v. par Paul Rouzier, 239,50 ; liste n° 679 v. par M. Germain, 25 fr. ; liste n° 513 v. par Lova, 245 fr.

Imbs, 200 fr. ; Groupe Chausson-Meudon, 50 fr. ; Bardina, 14 fr. ; liste n° 23 (A.O.I.P.) v. par Grenier, 188,50 ; liste n° 500 v. par M. Jout, 56,50 ; liste n° 510 v. par M. Germain, 25 fr. ; liste n° 439 v. par Dousseau H., 44 fr. ; liste n° 1,436 (Gnome et Rhône) v. par Roche, 133 fr. ; liste n° 1,255 (Maison Laffy) v. par Leclercq, 134 fr. ; liste 1,417 v. par Prin, 251 fr. ; liste n° 1,133 v. par Le Bourhis, 20 fr. ; Grandjean, 36 fr. ; liste n° 87 v. par Valet, 2 fr. ; liste n° 1,307 (Gnome et Rhône) v. par Laine, 100 fr. ; liste n° 135 groupe de la Folie) v. par Clavel, 97 fr. 50.

Liste n° 1,519 (Maison Perrat) v. par Chagot, 102 fr. ; liste n° 270 v. par Colin, Valenciennes, 67 fr. ; liste 269 v. par Colin et Girard, 110 fr. ; listes n° 402, 409, 404, 610, 613 v. par Sinaeva, 431,50 ; liste n° 1,063 v. par Benoit Perrier, 121 fr. ; liste n° 157 v. par Rousseau, 154,50 ; Angèle Philippe, 60 fr. ; A. Richard, 50 fr. ; Noël Chaires, 66 fr. ; Raphaël Varquez, 40 fr. ; liste n° 1,402 v. par Paul, 34 fr. ; liste 1,427 v. p. Gilar, 147,40.

Total : 75,928 fr. 80.



Carta de un republicano

No podéis imaginar, queridos camaradas, con cuánta satisfacción he visto aparecer la organización de la S.I.A. Y os digo QUERIDOS CAMARADAS, a pesar de que comprendo muy bien que los iniciadores de esta obra no pertenecen a mi partido.

Porque, en estos momentos, somos camaradas de lucha. Durante los combates, en lo más fuerte de la pelea, desaparecen las diferencias entre los hombres, que no son más, en tales momentos, que un conjunto cuyas partes integrantes están por igual interesadas en defenderse.

Siento que esta labor no haya partido de nuestras filas, es decir de las filas del partido en que milito. Porque es un honor para los que tuvieron la idea de llevarla a cabo, y que lo están haciendo. Pero, por lo menos, los que quedamos rezagados por culpa nuestra, tenemos la posibilidad de enmendar nuestra poca actividad ayudando lo que se está haciendo.

No hay un republicano sincero que no pueda estar de acuerdo con la S. I. A., y entre mis correligionarios que conozco, no he encontrado sino alabanzas por tan noble empresa. Esto se comprende. El que manifestara disconformidad sería antirrepublicano en grado sumo, puesto que el republicanismo, tal como lo defendieron siempre nuestros grandes pensadores, y jefes, es por excelencia antifascista. Combatir el fascismo es el primer deber de los republicanos verdaderos, y debemos por lo tanto aplaudir todo lo que aparezca para hacer más seguro el triunfo.

Hasta este momento, las democracias y los demás pueblos del orbe no parecen haberse dado cuenta de que hay lucha en España, de que nos estamos desangrando. Conviene despertarlos. Conviene que nuestra voz y nuestras necesidades lleguen hasta ellos. Y ¿qué mejor medio para lograrlo que una institución como la vuestra, en la cual todos los antifascistas están hermanados de verdad?

Hemos hablado mucho de unión en todos estos tiempos, pero la hemos practicado mucho menos de lo que nuestras palabras dejaban suponer. El resultado, lo hemos visto. No hay más que una verdad: o nos unimos sinceramente, apretamos los codos y sobre la base de un respeto mutuo seguimos adelante, o caemos todos víctimas de Franco.

Estas consideraciones me hacen pensar que habéis hecho muy bien, y deseo de todo corazón, que bajo la bandera única de la S. I. A., todos los antifascistas permanezcan en apretado haz, para apartar de la evolución de los pueblos este formidable obstáculo que se le ha atravesado.

Juan GIMÉNEZ,

Castellón de la Plana.
(5 de diciembre de 1937.)

Nuestro festival del 15 de enero

El 15 de enero tendrá lugar el festival organizado por la S.I.A., en la sala de la Mutualidad.

Los beneficios de este acto serán destinados a ayudar a los niños de la colonia de Llenza, representados por seis de sus compañeros, que han llegado ya a París.

Se ha preparado al respecto un programa selecto, cuyos detalles se encontrará en la página francesa de la S.I.A. Los más exigentes podrán estar satisfechos.

En lugar de ir al cine, venid al festival. Y no solamente venid, sino que vended entradas.

Es para los doscientos huérfanos de la Colonia de Llenza, los doscientos niños cuyos pa-

Significado de algunas cifras

Hay aproximadamente, en la parte de territorio ocupada por los antifascistas, diez millones de personas. Si calculamos ciento cincuenta gramos diarios de pan, por cada una, lo cual es una miseria puesto que las colectividades daban quinientos gramos de promedio por persona, hace falta diariamente un millón quinientos mil kilos de pan.

Pero esto sería admisible — no suficiente — en la hipótesis de que hubiese carne y legumbres en cantidad suficiente. Haría falta también otro tanto de carne. Y estamos lejos de la cuenta.

¿Patatas? Contemos un kilo diario por familia de cinco personas. Son dos millones cada día. Estamos también lejos de la cuenta.

¿Garbanzos? Pongamos un cuarto de kilo por una familia de cinco personas. Son quinientos mil kilos por día.

¿Azúcar? A cuarenta gramos por día, y persona, son cuatrocientos mil kilos, es decir 2.800.000 de kilos por semana.

Pero no comemos solamente pan, garbanzos, patatas, azúcar y carne. Nos hacen falta otros muchos alimentos. Si nos limitamos, sin embargo, a lo señalado, debemos tener en cuenta que casi todo eso escasea.

En leche, la parte de España que poseemos sólo nos permite obtener unos veinte litros por habitante al año. Las vacas están casi todas concentradas en Asturias, Galicia, Vizcaya. ¿Qué hacer con tan poca cantidad? ¿Os representáis lo que esto significa para el ser humano?

Y aun cuando lo tengan, ¿qué alimento puede contener el pecho de las mujeres tan mal alimentadas como son las nuestras?

La inmensidad de las cifras que hemos reproducido puede asustar. Pero no es asustándonos como podremos vencer los obstáculos. Sea como sea, estamos en la lucha y hay que sostenerla. Sea como sea, debemos procurar, si no todo, ya que una parte se consigne en España, por lo menos un porcentaje elevado de lo que allí se precisa para que los combatientes no caigan de inanición.

Repetimos lo que ya dijimos en el primer número de esta página: los fasciosos tienen en mano las mejores tierras trigueras, las regiones ganaderas y patateras de España. El ganado nuestro incluso, carece muchas veces del alimento imprescindible.

Tal es la verdad que no se remedia con discursos ni con palabras optimistas, sino con hechos.

Releed las cifras que presentamos, y que son irrefutables. Ved lo enorme del esfuerzo por cumplir, y cumplid cuanto podáis. Cada uno por su lado, que los ríos se componen de gotas de agua. Pero si las gotas no caen, no hay ni río, ni arroyo posible.

dres han sido fusilados por los fascistas, han muerto en los campos de Aragón, de Castilla, de otras partes, para preservarnos del fascismo.

Y cuando ellos han dado su vida por nosotros, lo menos que podemos hacer es dar unos francos para que vivan sus hijos.

Los que tienen corazón harán acto de presencia en ese Festival, y comprarán, y venderán entradas, para que vivan esos doscientos huérfanos de la guerra.

Los que no lo tienen darán su dinero a cualquier dueño de café, a cualquier empresa cinematográfica, para engordar sus accionistas.

Vamos a ver de qué lado habrá más.

Lo que dice Antonio Ortiz

El compañero Antonio Ortiz, que mandó durante tanto tiempo la División Juhert, en el frente de Aragón, y cuyas tropas, con él mismo, hicieron tanto en la toma de Belchite, escribe, a propósito de la S.I.A., lo siguiente:

« El movimiento de solidaridad humana que S.I.A. preconiza, significa el resurgir de un sentimiento que parecía atargado por la opresión en el corazón del proletariado mundial. »

« Para nosotros, los revolucionarios españoles, que tantos vínculos de amistad tenemos con el proletariado y el pueblo francés, la ayuda que se nos presta por medio de la S.I.A. en Francia representa un alentador impulso que nos obliga y ayuda a sostener, con mayor coraje y fe, si cabe »

todavía, la lucha empezada contra el fascismo internacional en nuestro país.

« Lucha que para nosotros es una acción decisiva contra la tiranía y el obscurantismo, causas de guerra, y un esfuerzo en favor de la solidaridad y del amor entre los pueblos, lo que significa la paz. »

« Gracias en nombre de los luchadores de la libertad, y también en nombre de los niños, ancianos y mujeres a los que esta guerra cruel deja sin hogar y sin familia. »

« Nosotros, los soldados de la libertad, nos juramentamos para que el fascismo encuentre su tumba en España, y no perturbe la paz de otros pueblos hermanos. »

Antonio Ortiz.

Tu que estas en Francia

Tú que estás en Francia, que te has establecido aquí, por razones diversas,

Tú que has logrado instalarte en un piso, con tu compañera y tus hijos, si los tienes,

Tú que trabajas, que de cualquier modo vives mejor que en España podrías vivir y vivías, puesto que te quedas aquí,

Tú que disfrutas de la semana de cuarenta horas, y del relativo bienestar que conocen todos los que logran amoldarse a este país :

¿ Que haces para España ?

Si, ¿ qué haces ? No puedes rehuir la contestación. No te lo permitiremos. Te la repetiremos, te la acozamos con ella en lo más íntimo de tu conciencia, a pesar de todos los subterfugios, a pesar de todos los pretextos que quieras esgrimir para defenderte.

¿ QUE HACES PARA ESPAÑA ?

Díras lo que quieras, pero sabemos que puedes distraer semanalmente algunos francos de tu sueldo para apoyar a los que, allí, sufren lo indecible, y caen a millares a fin de que puedas volver, mañana, a vivir en tu pueblo, en tu ciudad, en tu región, mejor que antes.

Lo que allí ocurre puede no preocuparte en estos momentos. Pero los que están desangrándose para asegurar un porvenir más libre y más feliz, tendrán derecho de prohibirte, una vez lograda la victoria, que vengas a disfrutar de sus frutos puesto que nada habrás hecho para asegurarlos.

Te crees tal vez libre porque estás aquí. Pero ¿ no sabes que el fascismo en España es casi irremediablemente, en un año o dos, el fascismo en Francia, y que aquí estarás más perseguido de lo que podrías serlo con Franco, por la doble razón de no ser fascista, y de ser extranjero ?

Un poco más temprano, un poco más tarde, sufrirás las consecuencias de tu inacción, de tu indiferencia. Todas las faltas se pagan. Pagarás la tuya.

Tú que vives aquí, intensamente feliz, en comparación con lo que está viviendo la población antifascista de España,

Elige :

O ayudar actualmente, con un desembolso de un dos por ciento de tu salario, o ser en un próximo futuro un nuevo Judío errante, arreado, con tu compañera y tus hijos, a latigazos de un país a otro ;

O ser uno de los nuevos asesinados por el fascismo ;

Y ver antes hacer sobre tu compañera y tus hijos lo que tantos republicanos, socialistas, comunistas, anarquistas, liberales, hombres dignos han visto hacer en España.

¿ No comprendes que esto no es cuento de niños, sino tragedia real, tremenda, horrenda, en las tres quintas partes de España ?

Y para que esto no te suceda mañana, ¿ no darás el dos por ciento de tu salario ?

Deberías hacer mucho más. Deberías fundar secciones de la S.I.A., amar las voluntades, despertarlas, como los pasajeros y la tripulación de un buque harían si de su esfuerzo dependiera enderezar el rumbo, y evitar los escollos contra los cuales todos habrían de venir a estrellarse.

Si no te entregas a esta labor, por lo menos, haz lo otro : aporta semanalmente dos o tres kilos de lentejas, de habichuelas, de garbanzos, de azúcar, de bacalao, de sémola, de pastas alimenticias....

Hazlo, y al entregarlo, no pienses, no digas que ayudas a los combatientes de España, a la población mártir atormentada por todas las fieras de la reacción internacional.

Di : « Traigo esto para defenderme, para no tener, dentro de poco tiempo, que saltar por la ventana huyendo de los perseguidores, para no tener que esconderme por los caminos, hambriento, harapiento, acorralado como una fiera por el fascismo triunfante ; »

Para no ser detenido, encarcelado, o metido en algún campo de concentración, sucio, píofo, famélico, desesperado ;

Para no estar torturado por la pregunta de lo que es de los míos, de si tienen o no hambre, de si están también perseguidos, de si ella no es pasto carnal de los brutos, de si ellos no están separados, y tratados a golpes, de si no se les manda, sin ropa, sin alimento, junto con otros muchos, en dolorosa procesión de mártires, a los franquistas.

Di y dite a ti mismo que es para evitarte estos horrores que traes semanalmente dos o tres kilos de legumbres, o de lo que sea ; para no ser asesinado tal vez, y que los tuyos no lo sean.

Así no mentirás. Así comprenderás el problema bajo su verdadero aspecto.

Pero, si no eres capaz de hacer lo que te pedimos ; si soportas la pérdida de cincuenta, sesenta, ochenta, noventa francos un día de fiesta, y no « quieres » dar ocho o diez para nuestros héroes y nuestros mártires,

Si el egoísmo es en ti tan grande, no sigas llamándote antifascista.

Eres digno del fascismo. Lo mereces. Porque se merece lo que se puede evitar, cuando no se hace el gesto que aleja el peligro.

Mereces las persecuciones de mañana, ser acosado como una fiera, y sufrir todas las torturas morales y materiales que el fascismo te infligirá.

Unos dan su integridad física, su sangre, su juventud, su equilibrio nervioso, psíquico, mental, su vida, y aguantan los diluvios de metralla y fuego, la escasez de alimentos, el frío, las visiones de pesadilla de la guerra moderna.

Tú, das — o no das — tres kilos de legumbres secas, de azúcar por semana.

Fíjate en la diferencia. Y ayuda. O sufre, mañana, todo lo que tantos han sufrido.

Lo tendrás merecido.

Notas desde España

MADEJAS DE LANA

Estamos pasando frío. Lo pasan, sobre todo, los niños, los ancianos, las mujeres. Hay poca ropa, y está cara. Nuestros milicianos, atentos lo mejor posible, no tienen siempre todo lo que sería deseable. Si sus madres, compañeras, hermanas pudieran, les mandarían ropa. Pero no siempre es posible, porque está por las nubes en razón de su escasez.

Varias compañeras con las cuales he hablado me dijeron que si tuvieran lana, harían esa ropa ellas mismas. Es una sugerencia que he recogido al vuelo, y que someto a los compañeros de la S.I.A., en Francia, para que la aprovechen.

No vale la pena tejernos ropa, porque las mujeres pueden y deben hacerlo. Por otra parte, no siempre es posible comprarla hecha, porque hasta en Francia cuesta caro. Pero comprar una, dos, tres madejas de lana resulta a menudo posible. Y con esto, aquí, fabricaremos las prendas.

¡ Madejas de lana, madejas de lana ! Mandadlas. Hacen falta. Y no creo que el que trabaja no puede desprenderse de lo que cuesta uno de esos ovillos de materia prima, con los cuales haremos aquí, un par de calcetines, o de guantes, una bufanda, una chaquetita, y otras cosas tan necesarias.

LA S.I.A. Y LOS BOMBARDEOS

Han pasado los aviones de presa, como buitres, o peor que los buitres puesto que, según se pretende, los buitres comen los cadáveres mientras éstos matan lo que vive.

Han pasado y han dejado caer sus bombas. Sin objetivo militar, sin atacar puntos estratégicos o de valor técnico. Solamente quieren matar. Soldados, civiles, mujeres, ancianos, enfermos, lo que sea. El caso es matar.

Y han matado, los canallas, han matado, como en otras ocasiones. Porque para estar seguros del golpe, han tirado sus bombas en las barriadas populares, para hacer víctimas puesto que la población es más densa, y para vengarse de los trabajadores que, bien lo saben, son el nervio de la resistencia.

Ruidos tremendos. Sirenas. Se apa-

gan las luces, la gente corre, alacada, a los refugios. Los proyectores iluminan el espacio en la noche. Pero es tarde. Varias casas se han derumbado, otras han empezado a arder, y se oyen los gritos de espanto de los que escaparon a la muerte, los ayes de los heridos...

Los bomberos. Ayuda de los vecinos más serenos. Y de repente, aparecen la S. I. A. Nuestros hombres han llegado en camiones. Tienen picos, palas, máscaras contra el humo, proyectores para alumbrar los escombros. Y trabajan. No son los menos activos, y en ciertos casos han sido los mejores.

Valientes también. Porque los aviones descargan sus ametralladoras sobre los que van por las calles. Pero a pesar de todo, ellos acuden donde es preciso ir. Y ya la S. I. A. conquistó el alma de las masas, que pronto conocen tales hechos.

Estos equipos de salvamento actúan ya en toda la España antifascista.

GRACIAS

Debo dar, a los compañeros que desde Francia nos ayudan, las gracias de un grupo de milicianos. De un grupo de milicianos heridos, que he conocido hace dos días en un hospital de Barcelona.

Venían de Teruel. Habían recibido una o varias balas, uno o varios cascotes de metralla. Se pudo evacuarlos, y como tenemos muchos heridos, los que podían ser trasladados lejos, los menos graves, fueron enviados a Barcelona.

Y al ocuparme yo de ellos, tuve la alegría de que una compañera trajera algo de chocolate, de café caliente y de galletas a esos compañeros. No era mucho, pero lo acogieron con un entusiasmo conmovedor. Como el chocolate escasea por aquí, se informaron de donde venía. Se les dijo que de la S. I. A. Vitoriano, un compañero de ella, me rogaron transmitir las gracias a sus organizadores.

Está hecho. He cumplido mi papel de buzo. Pero quiero recordarlos que son pocos los que reciben chocolate o lo que sea, y que necesitamos más de todo esto, pero mucho más.

Tenedlo en cuenta.

ANTIFASCISTA.

La S.I.A. avanza A TODOS

No regateamos los esfuerzos, pues sabemos que sólo a este precio se logran las victorias. Si hubiésemos vacilado en el sacrificio el 19 de julio, ya estaríamos todos muertos, y toda España estaría sometida al fascismo.

Por esto, hemos emprendido la constitución de la S. I. A. con ardor, viendo grande, con la premura y la actividad que las circunstancias exigen. Insistimos a que se creen secciones, a que se peguen carteles por todas partes, a que se reparta nuestro Manifiesto inaugural, a que se busquen socios, cotizantes.

De muchos poblaciones se nos escribe aprobando nuestra actitud. Se piden carteles, manifiestos, carnets, sellos para las cotizaciones. En gran número de lugares compañeros antifascistas de las más variadas tendencias, que solicitan instrucciones, constituyen núcleos, se entrevistan con personas conocidas para coordinar con ellas la acción. Daremos, para que se vea la actividad desplegada por los antifascistas españoles, extractos de algunas cartas recibidas. Compañeros organizadores de la S.I.A.

« He leído con entusiasmo los llamamientos que hacéis, y comprendiendo que ha llegado el momento de ponerme a obrar con ardor, os ruego indicarme lo que debo hacer para fundar una sección en esta ciudad donde resido. »

Francisco Giménez (Caen). El compañero Joaquín Soria, de Roubaix, nos participa también su acuerdo :

« Lo que hacéis debía haber sido hecho hace ya mucho tiempo. De nosotros depende que se asegure el triunfo. Me comprometo, por mi parte, a secundar con mis mayores energías esta hermosa labor. »

Julian Pérez, de Meaux, no queda en zaga en cuanto al entusiasmo. Diganlo, sino, las líneas que siguen :

« Inmenso regocijo me ha causado este impulso nuevo a la lucha antifascista, especialmente porque se la trasladada sobre el plano mundial. Esto era absolutamente necesario, porque, quierase o no, nuestros luchadores no podrán nunca vencer solos la coalición fascista contra la cual están peleando con tanta bravura. »

« A nosotros toca ahora daros nuestro apoyo, que tanto merecéis. »

En el número pasado apareció, en la página francesa de la S.I.A., un manifiesto que se está editando a millones de ejemplares y en el que se daba una lista de ciudades, con las direcciones, donde nuestra institución recibirá, en adelante, los paquetes de víveres, ropas, etc., que se quiera entregar.

Nosotros encarecemos a los antifascistas españoles que tomen nota de esas direcciones, que se pongan al habla con los depositarios encargados de recibir los donativos, que les ayuden en su tarea, tarea que es doble : la de buscar donativos, y la de buscar socios.

Y hay más. Es preciso organizar festivales, veladas, para recoger fondos indispensables si se quiere que nuestra campaña se intensifique. Es preciso ir a buscar en su domicilio a las personas susceptibles de ser socios de la S.I.A., de tomar una tarjeta y asegurar una cuota mensual mínima. Es preciso obligar a los españoles, por la presión moral y con los llamamientos a su conciencia, a cotizar. Esta labor de auxiliares, de ayuda, todos nosotros podemos hacerla.

Y hay más todavía. Hemos creado secciones donde hemos podido. Pero quedan por crear muchas. Quedan por crear otros centros de recepción de mercaderías en la mayoría de las ciudades de Francia. Para conseguirlo, pedimos voluntarios. Pedimos que se busque en cada lugar un compañero, una institución, una sección con garantía suficiente que acepten ser los depositarios de lo que se les entregará.

Estamos dispuestos a intensificar nuestra propaganda. Publicaremos llamamientos dirigidos directamente a los habitantes, a los trabajadores de cada región de Francia. Pero es preciso ayudarnos.

Le capitalisme d'Etat point de jonction du fascisme et du stalinisme

(Suite de la première page).

Le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif reposent entre les mains des mêmes personnes, et le pouvoir judiciaire est, en réalité, absolument à leurs ordres. Le parti, le groupement qui exerce la dictature est subordonné lui-même entièrement à un chef; celui-ci est ainsi le véritable dictateur de la nation fasciste.

Dans le domaine économique, le fascisme comporte une augmentation considérable de l'exploitation du prolétariat. Les salaires sont bas, l'intensité du travail est accrue. Les conquêtes ouvrières sont annihilées, et les syndicats ne sont plus que des organismes d'Etat qui permettent au gouvernement le développement de son contrôle sur la classe salariée.

Lorsqu'on étudie les transformations issues du fascisme sur le plan économique, une évolution d'importance capitale requiert l'attention. Dans nos démocraties capitalistes, les gouvernements ne sont que les officiers représentants des pouvoirs économiques, le masque des forces d'argent. Il en fut de même dans les Etats fascistes italien et hitlérien au début de leur ère, l'instauration du nouveau régime ayant eu pour but primordial de maintenir l'exploitation des classes travailleuses au profit de la bourgeoisie, de briser les possibilités de révolution sociale, et les subventions nécessaires aux mouvements fascistes, leur ayant été fournies par le haut capitalisme.

Au cours des années qui suivirent la prise du pouvoir, les chefs politiques du fascisme acquiescent progressivement une large influence dans le domaine de l'économie; un processus lent, mais sûr, tend à unifier les pouvoirs politique et économique, à les unir dans les mêmes mains. Rappelons brièvement les contributions financières auxquelles durent faire face les industriels du III^e Reich et les impositions qui touchèrent, en 1937, l'industrie et la propriété immobilière d'Italie. Les capitalistes allemands et italiens s'inclinèrent; à suivre une autre voie ne leur était point possible.

Il importe grandement à un gouvernement fasciste d'agir avec efficacité sur la psychologie des masses. Il lui faut créer et cultiver un fond de résignation dans l'âme populaire, faire admettre aux asservis l'impossibilité d'échapper à leur asservissement, la criminelle folie d'une tentative en ce sens.

D'autre part, les chefs du fascisme développent dans leur peuple une mystique de supériorité. Ce peuple finit par se considérer comme une sorte de nation élue, appelée à dominer dans les combats. L'esprit guerrier trouve ici un terrain favorable à sa croissance.

L'éducation, la détermination de conceptions nouvelles dans la jeunesse (Front du Travail, avant-gardistes, ballilles) joue dans cette influence psychologique un rôle de premier plan. La religion apporte également un grand appui aux entreprises d'orientation des cerveaux; non point, nécessairement, les religions chrétiennes: la connaissance allemande de Dieu, prônée par Luthérien, agit dans un autre sens que le christianisme, mais n'en exerce pas moins une action profitable au régime.

Dirigeons maintenant nos observations vers l'U. R. S. S.; tenons compte des caractéristiques du fascisme énumérées ci-dessus, et comparons... en toute bonne foi!

Dans le pays de « construction du socialisme » ne se trouve, comme sous la croix gammée ou sous le faisceau, aucune liberté d'organisation, de réunion, d'expression, aucun journal libre, aucune littérature indépendante. La discussion sociale et économique n'est pas admise. Tout est surveillé, contrôlé, mesuré par l'appareil de dictature. Il faut approuver ou se faire prudemment. Le gouvernement de Staline — Staline lui-même — détient pouvoir exécutif et pouvoir législatif, et les tribunaux sont à sa disposition d'une manière absolue.

La Constitution nouvelle adoptée, en décembre 1936, par le VIII^e Congrès extraordinaire des soviets, toute célébrée qu'elle fut, par la presse communiste, comme un merveilleux exemple de démocratie offert aux peuples du monde, n'est, en réalité, démocratique que dans le domaine théorique. Illusions et mensonges de plus! Des

preuves suffisantes viennent d'en être fournies par les récentes élections au Conseil suprême, qui constituèrent seulement une inepte comédie.

La Constitution du 6 décembre 1936 apportait aux masses ouvrières et paysannes russes la possibilité de désigner leurs représentants au Conseil de l'Union et au Conseil des nationalités au moyen d'un scrutin égal, direct et secret. Des déclarations furent faites à ce propos par Staline, le 1^{er} mars 1936, au journaliste américain Ray Howard, et donnèrent lieu à une brochure du Parti communiste russe, « Les élections seront secrètes, disait Staline, parce que nous voulons donner aux citoyens soviétiques pleine liberté de voter pour ceux qu'ils veulent élire. » Les millions d'électeurs écartèrent les candidats incapables, ils les biffèrent des listes. La loi électorale du 7 juillet 1937 envisageait des candidatures multiples par circonscription. L'électeur devait, dans l'isoloir, biffer sur ses bulletins les noms des candidats non choisis par lui.

Voyons en quoi furent bien vite trahies toutes ces promesses: Dans chaque localité, une commission électorale contrôlée par un homme de confiance fut chargée de désigner un seul candidat. Les candidats choisis furent, comme de juste, des hommes qui donnaient au gouvernement de Staline toute garantie. Ils furent présentés aux travailleurs des usines, des kolkhozes, etc., au cours de meetings populaires; ils durent y être acceptés, le vote étant, ici, public, à main levée. Il s'agissait, en réalité, en cet instant, des véritables élections. Lors du « scrutin secret » la possibilité d'user de bulletins blancs avait été enlevée aux travailleurs russes; ils ne pouvaient, d'autre part, s'abstenir de voter. « L'épuration » augmenta encore chez eux une nécessaire prudence.

En ce qui concerne la répression, remarquons simplement qu'elle atteignit un degré ignominieux dans la liquidation des « espions trotskistes, des saboteurs et des diversionnistes » rykovo - boukharinistes », comme sont dénommés, dans « la patrie socialiste », les communistes d'opposition. Dans ces circonstances, les tribunaux russes montrèrent clairement, une fois de plus, leur totale dépendance.

Entre autres éléments, la multiplicité des salaires, les écarts existant entre eux (différences supérieures à celles constatées dans un pays comme les Etats-Unis), le stakhanovisme indiquent que l'exploitation d'un prolétariat au profit d'une classe dominante n'est nullement supprimée en U. R. S. S., qu'elle y bat au contraire son plein. Nous sommes, dans « le pays du socialisme », en plein domaine du capitalisme d'Etat (terme employé dans le sens d'aujourd'hui que lui donneront les libertaires, non dans le sens que Wilhelm Liebknecht lui donna naguère).

Il n'est pas nécessaire d'examiner bien longuement les effets moraux, psychologiques que le gouvernement de Staline cherche à déterminer dans le peuple russe, pour assurer sa propre domination. La presse soviétique — et la presse communiste française — indique que les stalinistes ne le cèdent en rien au fascisme à cet égard: la démocratie en U. R. S. S., la patrie des travailleurs, le chef bien-aimé, le père des peuples, etc., tout ce qui fut pour abriter considérablement — ou, tout au moins, le tenter — des générations d'ouvriers et de paysans.

L'examen du régime russe dans les domaines politique, économique, psychologique montre que l'on peut, sans la moindre hésitation, considérer ce régime comme le type même du fascisme. Dans leur évolution, les Etats fascistes italien et allemand tendent vers le capitalisme d'Etat, forme économique distinctive de l'U. R. S. S. L'économie russe constitue donc le terme final de l'évolution économique des nations fascistes. Elle est l'économie fasciste intégrale, entièrement réalisée.

Le temps des démocraties bourgeoises étant écoulé, le capitalisme d'Etat sera la forme sociale vers laquelle s'acheminera inéluctablement le monde, si une révolution prolétarienne générale, de caractère communiste et libertaire, ne l'oriente vers d'autres destins.

GILBERT ROLLET.

Discipline et Anarchie

(Suite de la première page)

Mais la première a ses normes, et la seconde ses règles inflexibles et dures. Et jamais nos théoriciens n'ont confondu l'une et l'autre. Ne voulant pas trop anticiper sur l'avenir, ignorant dans quelles conditions se ferait la révolution qu'ils souhaitaient, et aussi, sans doute, parce que cela leur répugnait, ils n'ont pas posé les problèmes de tactique et d'organisation militaires. Mais il est superflu de dire que pas un homme intelligent ignore que du moment qu'une lutte armée comprenant de nombreux effectifs a lieu, il est impossible d'éviter ce qu'on appelle la discipline et la centralisation de direction.

Donner des ordres d'un côté, leur obéir de l'autre, appliquer et subir des sanctions en cas de refus, n'est pas anarchiste. C'est exact. Mais il ne faut pas confondre ce qui est fait volontairement et ce qui nait sous la pression des circonstances. Ce n'est pas volontairement que nos camarades espagnols font la guerre. Ils la subissent, ils se défendent. S'ils ne se conduisent pas anarchiquement, c'est qu'ils se soumettent par la force aux événements et non à leur désir intime. Ils restent des anarchistes en puissance, en tant que consciences, en tant que volontés décidées à agir selon leurs idées dès que cette situation sera passée. Comme nous sommes des anarchistes en puissance, quoique par notre travail nous grossissons le capital, et que par les impôts directs et indirects nous maintenons l'Etat.

Couper une jambe gangrénée, amputer un bras écrasé n'a rien à voir avec l'anarchisme. Il y a ainsi toutes sortes d'actions imposées par la vie qui échappent aux définitions préférentes, aux inclinations de notre pensée et de notre cœur. Mais en les abordant, nous sommes obligés de nous rendre à l'évidence. Quand, dans « La Grande Révolution », Kropotkine applaudit aux victoires des Sans-culottes, il ne condamne pas les chefs qui les guidaient. Il sait trop bien qu'ils étaient nécessaires — et nous ne les condamnons pas non plus. Il ne se plaint pas du manque de liberté initiale sur les fronts. C'est pour l'arrière qu'il désire la création spontanée, fédérale, et les essais au bout desquels le peuple aurait fini par trouver son chemin. Et quand il envisage, très brièvement du reste, la lutte armée, il ne préconise pas non plus l'indiscipline, l'autonomie individuelle, la libre initiative.

« Un peuple qui sera lui-même la force armée du pays, écrit-il, et qui aura su donner aux citoyens armés la cohésion et l'unité d'action nécessaires, ne sera plus commandé ». Observer bien: 1^o que ce peuple sera la force armée ce qui exclut la suppression des formations militaires en temps de révolution; 2^o qu'il aura donné aux citoyens armés la cohésion et l'unité nécessaires, c'est-à-dire qu'il s'occupera activement de l'organisation d'une force combattante spécialisée; et 3^o que cette force aura la cohésion et l'unité nécessaires, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas de groupes en armes luttant chacun de son côté, sinon un ensemble, parfaitement cohérent, ni d'actions isolées sans rapport entre elles, mais une direction générale de la lutte.

Nous n'avons jamais reproché à Makno d'avoir eu, pour diriger les opérations en Ukraine, un état-major, d'être un chef militaire et d'agir comme tel. Nous n'en faisons pas non plus de grief à nos frères d'Espagne. Bien au contraire: nous sommes orgueilleux des Durruti et des Mera, des Castan et de tant d'autres.

Nous différencions très bien Marceau de Robespierre, et Hoche de Barras. Et pour demain, pour les luttes prolongées qui pourraient avoir lieu, nous acceptons d'avance la cohésion, l'unité d'action, ce qu'on appelle couramment discipline et direction, tant que ceux qui exercent cette dernière méritent notre confiance.

Cela, je le reconnais encore, ne sera pas l'anarchie. Ce sera la guerre. Ce sera le front. Derrière le front, où nous ne serons pas obligés d'agir sous une menace de mort permanente, nous construirons la vie civile à notre façon. Et c'est là la confusion qu'il ne faut pas faire.

Une époque peut, comme dans le cas actuel de l'Espagne, donner lieu simultanément à la pratique de deux principes opposés, répondant à des fonctions également opposées. Sur le front d'Aragon, nos camarades se sont, depuis longtemps, « militarisés ». Ils ont nommé des chefs, établi une discipline, imposé des sanctions, un commandement, une obéissance. Et à cinq kilomètres du front, et dans tout l'Aragon, les anarchistes avaient instauré le communisme libertaire. Aucun de ceux qui parlent de discipline en ce qui concerne le problème militaire ne désavoue l'organisation libertaire des collectivités, ne préconise une forme autoritaire gouvernementale ou étatique, de la société naissante. Tout au plus demandent-ils une cohésion d'action, une cohérence dans la production à laquelle, pour n'avoir pas sondé préalablement ces problèmes, ils n'avaient pas assez songé.

Il faut donc départager clairement la guerre et l'organisation civile. La lutte transitoire ne doit pas être un modèle pour la paix permanente.

Nous aurions regardé les forces armées de la Russie avec plus de sympathie, si le prétexte de la menace extérieure n'avait servi pour militariser la vie civile, pour imposer à l'intérieur la dictature d'une minorité. Et c'est cette confusion, savamment maniée par ceux qui rêvent de leur dictature, que nous devons repousser et qu'il ne nous faut pas faire.

Dans une période révolutionnaire, nous tâcherons d'organiser le plus possible la vie civile sur les principes du socialisme et de la liberté. Mais si la vie civile peut se concevoir de bien des façons, l'organisation d'une armée est toujours plus ou moins semblable, plus ou moins uniforme, plus ou moins mécanique. L'amour de la liberté peut vibrer chez chacun des combattants, la cause qu'il défend peut l'exalter; il lui faudra obéir ou commander. Mais s'il lui faut le fusil et qu'il revienne à l'arrière, il redeviendra une unité, ayant le droit d'intervenir dans les assemblées, et d'être un élément déterminant des résolutions qui se prendront.

Il sera rentré dans la vie civile, il pratiquera, dans la mesure du possible, d'après le degré de conscience générale, les principes libertaires. Mais, là encore, jusqu'à quel point serons-nous libres, jusqu'à quel

Jeunesse Anarchiste Communiste

Le mouvement gréviste et les soldats

Beaucoup de jeunes ouvriers sont à présent dans les casernes qui ont, en mai 1936, mené campagne en faveur de l'élection des candidats de Front populaire.

Leur prochain départ à l'armée les poussait d'autant plus à aider l'avènement au pouvoir des partis de gauche et d'extrême gauche, qu'ils pensaient que ceux-ci tiendraient leurs promesses si souvent formulées: abrogation de la loi de 2 ans, politique de paix etc... Combien de ces jeunes, alors dans les usines, se sont jetés dans le mouvement de juin qu'ils ont abandonné en remettant toute leur confiance dans les nouveaux ministres, dans les « révolutionnaires » du gouvernement et de sa majorité.

Maintenant qu'ils sont dans les casernes, ils voient que leurs frères sont obligés de passer à nouveau à l'action pour sauvegarder les conquêtes de juin 1936. Le gouvernement n'a rien fait ni pour eux-là, ni pour eux-mêmes. Les grèves se déclenchent et les jaunes ne courent pas les rues. Le gouvernement de front populaire mobilise les jeunes encasernés, les oblige à lutter contre leur propre classe.

Ceux qui se battaient en juin, aux côtés de leurs camarades, deviennent par la volonté de MM. Blum, Chautemps et Thorez des jaunes, des briseurs de grèves.

Les théoriciens de la lutte dans l'armée demandent à nos camarades soldats de s'élever contre les ordres de leurs chefs, de désobéir. Ces conseils sont plus facilement préconisables qu'applicables.

Mais les soldats savent bien qu'il y a plusieurs façons d'interpréter un ordre. On peut manifester de la mauvaise volonté; on peut, avec les copains se mettre systématiquement en travers de tout ce que veulent faire les chefs.

Nous savons que ce n'est pas si facile, mais nous savons aussi que si un seul soldat refusait de conduire un camion pendant la grève, le retentissement serait grand dans les casernes et à l'extérieur.

La J.A.C. est avec tous ceux que le militarisme opprime, mais un ouvrier n'a pas le droit de trahir sa classe, d'être complice des exploités et de leurs valets.

Entre deux perspectives: faire échouer le mouvement prolétarien, ou participer à son sabotage, les jeunes soldats choisiront.

Ils saboteront l'œuvre criminelle du gouvernement et de ses chefs militaires.

Les moyens ne manquent pas.

La C. A. de la J. A. C.

DANS LES CASERNES OU L'ON TUE LA JEUNESSE

Le « Popu » reprendra-t-il sa campagne?

Il y a quelques années, le « Populaire » menait, dans ses colonnes, une violente campagne contre l'indifférence et la mauvaise volonté manifestées par les médecins militaires à l'égard des soldats malades.

Dans une rubrique intitulée: « Dans les casernes ou l'on tue la jeunesse », des lettres de soldats étaient publiées, toutes plus édifiantes les unes que les autres.

Par cette campagne, les lecteurs du « Populaire » étaient mis au courant de faits scandaleux, de véritables crimes effectués sur ceux qu'à cette époque, on gardait un an dans les casernes.

Ces dénonciations avaient porté leur fruit. Des rectifications timides et embrouillées parvinrent à la rédaction. La campagne avait surtout eu du retentissement dans la masse prolétarienne où elle avait provoqué une grande indignation. Le résultat fut que l'état-major (qui n'aime pas les histoires) exigea des médecins militaires plus de conscience professionnelle et moins de parti pris.

Le front populaire est maintenant au pouvoir. Le « Popu », devenu journal gouvernemental a cessé sa campagne.

Aucun des grands quotidiens de gauche ne dénonce plus l'état lamentable, les conditions d'hygiène infectieuses dans lesquelles sont laissés les encasernés.

Pourtant, tout recommence comme par le passé. Nous publions dans les prochains numéros des lettres de camarades qui nous racontent comment on refuse de reconnaître à la visite des soldats atteints de la grippe.

Nous dirons comment on laisse s'envenimer une blessure légitime par manque de soins.

Pour le médecin militaire tout « consultant » est un tire-au-cul et traité comme tel.

Je me souviens d'un commandant de groupe, au 120^e régiment d'artillerie hippo, à Epinal qui déclarait: « Toi des soldats de mon groupe qui se portent malades pour la grippe et qui ne se portent pas reconnus balayeront la neige dans la cour toute la journée du lendemain. » Un soldat grippé va à la visite, toussant et fiévreux. Bien entendu, il n'est pas reconnu. En application de l'ordre du chef d'escadron, on lui fait balayer la neige. Le soldat le malade mourait quelques instants après être mis au lit.

Ces cas-là sont nombreux et malheureusement toujours actuels.

Sous le Front Populaire comme sous Laval on laisse les soldats crever dans les casernes. Mais pour nos marxistes, les encasernés ne

sont intéressants qu'en tant que défenseurs de la Patrie.

L'Avant-Garde consacre des colonnes entières à des fadaises sur la façon de confectionner convenablement un paquetage, ou sur la joie d'être soldat qui ressent bien tardivement Raymond Guyot-Dérondelle, mais n'a pas une ligne pour citer les nombreuses lettres qu'elle reçoit de jeunes soldats qui lui font toujours confiance.

L'« Huma » se tait, le « Popu » se tait, toute la presse se tait et se fait la complice des bouchers. Quand les encasernés reviendront dans la vie normale ils sauront qui les a défendus.

Jacques Sanvignes.

Le Coin des Encasernés

Nous recevons d'une garnison de l'Est cette lettre dont nous extrayons les passages essentiels:

Comment on nous soigne

« Je m'aperçus que ma joue avait enflé dans la nuit. J'avais terriblement mal. Je me présentais à la visite après m'être fait porté « consultant ». Le médecin chef, après avoir inspecté l'intérieur de ma bouche se mit à hurler: « Mais c'est un abcès dentaire, ce n'est tout de même pas moi qui vais vous soigner ça. Il faut vous faire porter « consultant dentaire ». Je ne puis pas deviner que vous avez mal aux dents, moi! Tant pis, ça sera pour demain. » Je demandai quelque chose pour me calmer, souffrant de plus en plus. Pour toute réponse, j'obtins: « Revenez demain matin. Pour le moment, foutez le camp. »

Le lendemain, on m'envoie à l'hôpital avec quatre camarades, mais en arrivant, nouvelle déception: le dentiste étant malade, on nous renvoie en nous disant de revenir dans huit jours.

Dans un grand hôpital militaire... personne, pas un dentiste pour nous soigner.

Le fait, pour invraisemblable qu'il apparaisse, est malheureusement trop exact.

Ma première visite avait eu lieu le lundi matin, ce n'est que le lundi suivant qu'on voulut bien m'arracher la dent malade.

Inutile de vous dire ce que j'ai souffert. Heureusement il n'y a pas eu pour moi de suite grave. Je suis maintenant guéri, mais j'ai cru devoir vous signaler comment, dans l'armée française du Front populaire, on soigne les braves petits points.

Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de commenter cette lettre.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix: 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine.

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Gri-fuel.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

NOUVELLE HISTOIRE DE FRANCE

par un groupe d'instituteurs

Extrait de la préface des auteurs:

Enfant,

Etudie cette petite histoire de ton

pays. Elle a été faite pour toi. Elle

n'a pas oublié les paysans, les ou-

vriers d'autrefois qui ont peiné, qui

ont souffert. Nous voudrions que leurs

peines et leurs souffrances les fassent

mieux aimer les paysans et les ou-

vriers, tous les travailleurs d'aujourd'hui.

Tu aimeras davantage la justice, qui veut que chaque travail-

leur ait un sort heureux. Tu aimeras

davantage la paix, qui conserve pour

l'avenir les bienfaits du travail.

En vente au LIBERTAIRE, 9 francs.

Franco recommandé, 10 fr. 80.

L'Orateur Populaire, les sources de l'élo-

quence, on devient orateur, conseils aux je-

unes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

point ce qu'on appelle discipline existera-

t-il? Jusqu'à quel point l'anarchisme est-il

compatible avec la discipline?

Jusqu'à quel point cette discipline est-elle

compatible avec la vie civile? C'est ce qu'il

nous faut examiner.

Max-STEPHEN.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de

syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Rynier.

Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la

Vuh, par Rhillon.

L'Action anarchiste dans la Révolution, par P.

Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 vo-

lumes 27 s

L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par

Kropotkine 1 50

Dieu et l'Etat, par Bakounine 1 50

L'Internationale, Documents et Souvenirs,

tomes 3 et 4, les 2 tomes 40 s

Histoire de la Commune, par Lissagaray

36 s

Les Problèmes de la Révolution Prolet-

arienne, par F. Loriot 3 s

La Déchéance du Capitalisme, par Louzon

0 50

Culture Proletarienne, par M. Martineau

12 s

Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzguel

6 s

Les Joyeusetés de l'Exil, par Ch. Malato

15 s

Histoire du Mouvement Makhnoviste, par

Archinov 10 s

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution,

par Kropotkine.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S.

Faure.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

ENVOI RECOMMANDE 0 fr. 50 EN PLUS.

Adresser commandes et fonds à A. Scheck

Chèque postal 487-78, 9, rue de Bondy, Paris 10^e.

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUJOURD'ENVI

NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPA

GNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MA

JORE de 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.

LES CHANSONS DE CHARLES D'AVRAY

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Prix: 1 fr. 50 chaque chanson

La douleur. Droits et devoirs. Ecoutez les

cloches. Meie. Les réprimés. Expiation. Les

feutiles. La foule. Les fous. Les géants. Les

gavaudous. La goulouze. Les grands lan-

gués. Les gueux. L'idée. L'insurrectionnelle. Ja-

lousie.

La joie. Loin du rêve. Ma cabane. Ma

gosseline. Magistature. Les maisons. Maman.

Les masques rouges. Militarisme. Les moissons

rouges. Le monde féodal. Les monstres. Nos

grandes demoiselles. L'odyssée d'un vagabond.

Paillasse. Par ma lucarne. Paroles d'un révolu-

tionnaire. Les penseurs. Petite fille de deux

sous. Les petits carreaux.

Les petits oubliés. Le peuple est vieux. Les

pieds nus. Le premier mai. La prolétarienne.

Puissance et faiblesse. Quand le soir descendra.

Roseraie. Les routes grises. Sous la 3^e Répu-

blique. Le triomphe de l'anarchie. Travail. La

PARIS-BANLIEUE

PARIS I-II

Le groupe organise le samedi 8 janvier à 21 heures, 24, rue de l'Arbre-Sec, une grande réunion publique et contradictoire où prendront la parole Aurèle Paterni et Eustache.

Un appel pressant est fait à tous les révolutionnaires et sympathisants pour qu'ils soient présents à cette réunion. Toutefois la réunion du groupe aura lieu vendredi pour la distribution de tracts; les adhérents sont priés d'être là. — Eustache.

PARIS-XI-XII

Notre groupe a pris un essor admirable depuis notre premier appel. Les camarades se réunissent régulièrement et mènent une propagande très active dans nos arrondissements prolétaires.

Le groupe a maintenant son local et si nous nous réunissons encore au 6, rue Saint-Bernard, bientôt nous serons chez nous; les camarades qui hésitent encore ne doivent plus tarder à adhérer et participer ainsi à notre travail de débouillage de crânes.

La solidarité à nos camarades espagnols n'est pas le moindre de nos soucis, c'est pourquoi nous avons d'emblée souscrit à la formation d'une section de la S. I. A. et apporté notre appui à la réunion publique de la S. I. A. qui se tiendra le mercredi 12 janvier, à 20 h. 30, au 6, rue Popincourt (119).

Les sympathisants ne manqueront pas cette réunion. Quant aux anarchistes ils seront les premiers à répondre à l'appel de nos camarades espagnols. — Le Groupe.

Pour le groupe, voir les communiqués.

PARIS-XIII

Le groupe organise une réunion publique et contradictoire le vendredi 14, à 21 heures, à l'Eclair, 6, avenue d'Italie, où prendront la parole Ringes, Eustache, Roland, Sujet. Ce que veut l'Union Anarchiste.

Un appel est fait aux anarchistes de toutes tendances pour leur présence à cette réunion, dont le sujet est, dans cet arrondissement, d'actualité. — Eustache.

BANLIEUE-SUD

(Groupe intercommunal)

Pour l'année qui commence, le groupe continuera dans sa forme actuelle et se réunira maintenant tous les vendredis, à 20 h. 30, à la salle du bas de la Mairie de Biot, qui se trouve à peu près au centre des communes que notre groupe intéresse. Cela n'empêchera pas de faire dans ces communes des réunions ou causeries éducatives un autre jour de la semaine.

Le samedi 22 janvier, à 20 h. 30, nous organisons dans la grande salle de la Mairie de Biot une grande conférence régionale sur le sujet d'actualité: Les Patrons attaquent! Les copains devront passer chercher du matériel à diffuser pour assurer le succès complet de cette réunion qui démontrera que si les anarchistes de la Banlieue-Sud ont la tête dans les nuages du rêve, ils ont aussi les pieds solidement rivés au sol des réalités économiques, et qu'ils auront pour la libération des travailleurs de notre région.

On ne s'imagine pas que nous sommes replongés dans le sommeil parce que les élections sont finies. Au contraire, le recul des politiques félons et patriotards nous pousse à aller de l'avant. Nous n'y manquerons pas. L'œil noir.

BOULOGNE-BILLANCOURT

Nous vous informons que le 19 janvier aura lieu à 8 heures 30, un meeting contre la guerre et les 2 ans, chemin de la République, 71, boulevard Jean-Jaures, au coin de l'avenue de la Reine. Nous espérons que vous viendrez nombreux ainsi que les camarades des groupes d'Issy-les-Moulineaux, Suresnes et Versailles.

Orateurs: Frémont, Paterni, Viroi.

Tous debout contre les marchands de canons et les revanchards. — L. Viroi.

COLOMBES

Du charbon... Du charbon...

Il y a à quelque temps, nous avons pu lire dans « Le Cri des Chômeurs », organe officiel de l'Union des Comités de Chômeurs, qu'une de leurs réclamations principales pour l'hiver était d'obtenir des municipalités une distribution de charbon tous les 15 jours. C'est vrai que cette exigence n'a trait qu'aux chômeurs dont la municipalité est réactionnaire ou anti-travail populaire.

Mais pour les municipalités de front populaire, le titre « du Cri des Chômeurs » peut se traduire par « Le Bâillon des Chômeurs » et là, les sans-travail n'ont qu'un seul droit, celui de se faire C'est sans doute la raison pour laquelle notre municipalité à direction uniquement communiste dépasse de beaucoup ce laps de temps revendiqué par ailleurs. Les misérables de notre localité doivent en une période aussi froide (neige, pluie, gel) se chauffer dans des conditions déplorables.

Hélas! J'avais omis de dire qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses. La gabegie de nos édiles, démontrée dans le rapport préfectoral, et qu'ils avouent dans leur canard, en signalant qu'ils avaient copié les erreurs de leurs prédécesseurs réactionnaires, après avoir critiqué leur mauvaise gestion les dénote comme des incapables au même titre que ces derniers. — L'Exclu.

COURBEVOIE-LA CARENNE

Les fêtes de fin d'année sont passées maintenant et il s'agit de se remettre sérieusement au travail.

Il existe actuellement deux points sur lesquels nous devons immédiatement porter notre attention:

1° La solidarité à l'Espagne. — Nous allons pour cela envisager s'il est possible de créer dans nos localités des sections de la S. I. A. avec le concours de tous les antifascistes de bonne volonté.

2° La propagande libertaire. — Il est un fait certain, c'est que sur ce terrain nous n'avons pas encore réalisé quoi que ce soit et il est de plus en plus urgent d'agir et surtout d'agir vite.

Tous les camarades sont donc priés d'assister à la réunion du vendredi 7 car elle aura une importance exceptionnelle pour la vie et le développement de notre groupe. — Le secrétaire, A. Lagier.

FONTENAY-EN-PARISIS

Avis important aux chômeurs

« Par suite des fêtes du nouvel an, le paiement des allocations aura lieu, à la perception, le lundi 3 janvier, de 8 h. 30 à 9 h. 30 ».

Ceci se passe à Fontenay-en-Parisis, Louvres, Surville, Fossez; pas un chômeur ne se réveille, pas un chômeur ne cherchera à comprendre pourquoi on le paie le 3 janvier plutôt que le 31 décembre.

Je ne perdrai pas mon temps à faire comprendre aux chômeurs qu'il y a loin de ce qui a été fait à ce qui a été promis. Je ne demande un peu à quel bon répéter ces vérités premières. Beaucoup de ceux qui se laissent prendre au piège de la « foire électorale » devraient avoir désormais compris. Quant à ceux qui s'entêtent dans les espérances inconsidérées, ceux qui trouvent des excuses à de tels procédés, je les vois trop dépourvus d'esprit critique pour les croire sincèrement des hommes.

La meilleure façon de faire respecter notre droit à l'existence, c'est de redevenir nous-mêmes, de lutter sans relâche contre nos maîtres, contre ces égoïstes qui n'ont pas attendu la paie le 3 janvier pour aller se gaver, pendant

que nous, chômeurs, nous nous la serions un peu plus. Allons, camarades mes frères de misère, du courage, car je sens bien que si nous nous contentons de prier l'échine, de tout accepter de ces « mariolles » nous n'en aurons pas fini avec leur hypocrisie. — Savary.

GOUSSAINVILLE

Le conseil municipal de Goussainville a accordé une subvention de 1.000 francs au cercle local des Jeunes Filles de France, filiale du parti communiste. Au lieu d'une organisation politique, quelle qu'elle soit, nous pensons que le comité des chômeurs ou la caisse des écoles étaient seuls qualifiés pour recevoir une subvention.

Nous sommes certains qu'avec cette somme l'une ou l'autre de ces organisations aurait fourni un jouet convenable à chaque enfant de chômeur, dans une distribution où l'entrée de la salle aurait été gratuite pour les parents.

Nous constatons avec stupéfaction que l'argent de la collectivité a surtout servi à la propagande d'une organisation car on ne peut décemment appeler jouets, les ridicules, les insignifiants bibelots offerts aux enfants, pas même en rapport avec le prix de l'entrée de la salle, que leurs parents durent payer pour les accompagner.

Les impôts à Goussainville, comme partout, sont chers; nos braves « champions de la classe ouvrière » ne se défendent pas mal, pour faire des économies sur le dos des chômeurs.

Est-ce que les « pros » arriveront à comprendre? — Maurice André.

STAINS

Dans un précédent numéro du « Lib » nous avons donné connaissance d'un tract annonçant une réunion contre la vie chère qui s'est tenue à Montfermeil, avec le concours de toutes les organisations satellites du P.C. ainsi que de P.P.F. et de P.S.F., et sous l'égide du P.C. et de la municipalité naco.

Aujourd'hui nous vous présentons la copie d'une affiche municipale collée sur les murs de Stains qui, à le bonjour, comme Montfermeil, d'être dotée d'un conseil et d'un maire communistes.

Et quoique la réponse de certains est que Stains n'est pas Montfermeil, nous affirmons qu'il en est le digne pendant.

Jugez plutôt.

TOUS SOLIDAIRES

Sur l'initiative de la municipalité, un Comité d'entraide pour aider l'enfance malheureuse vient de se constituer à Stains.

Pour que les ressources soient plus abondantes, nous faisons appel à tous les groupements et sociétés, sans distinction d'opinions.

Les petits ont froid.

Pour leur donner un chandail, souscrivez.

Réservez bon accueil aux enfants et personnes qui viendront vous solliciter:

M. le Curé de Stains;

Mme la Sœur Supérieure;

Mesdames Chevreuil et Lévêque;

Comité des Chômeurs;

Union nationale des Combattants;

Association Républicaine des Anciens Combattants;

Comité national des femmes;

Section communiste de Stains;

Jeunes filles de France;

Secours populaire de France.

Pour la Municipalité, Le Maire: CHARDONVOIX.

P. S. — Remarquons que les noms des organisations d'anciens combattants sont écrits en toutes lettres, sans doute pour tromper les moins avertis. Lisons l'A.R.A.C. et l'U.N.C.

Le Comité des femmes a supprimé: contre la guerre et le fascisme. Simple signe des temps.

Le Groupe libertaire.

SURESNES

Le groupe libertaire autonome de Suresnes, à l'issue de sa réunion du mercredi 22 décembre, décide à l'unanimité des camarades présents, de donner son adhésion à l'Union Anarchiste. En conséquence, nous lançons un appel à tous les camarades de la région pour qu'ils se joignent à nous dans notre action révolutionnaire.

Réunion du groupe: chaque mercredi, à 20 heures 30, au Balcon des Iles, 49, quai Gallieni.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Le groupe anarchiste organisait, le 28 décembre, une conférence antireligieuse avec le pain d'autre. Disons tout de suite qu'elle n'a pas obtenu le succès escompté. Il faut en accuser les circonstances défavorables (mauvais temps, fin de mois, fêtes, etc.), mais aussi et surtout la conspiration du silence et l'hostilité hargneuse des Jésuites rouges et noirs. En effet, on comprend la crainte que ces sales oiseaux éprouvent à l'idée de s'expliquer publiquement sur leurs louches combinaisons et à entendre dévoiler les mensonges et les falsifications historiques de l'Eglise de Rome et de celle de Moscou.

Aussi, après le magistral exposé de Douteau, démolissant la nonchalance politique de la « main tendue », pas un de ces lâches ne se présente pour défendre leurs sales combines. Prohibons-en pour préciser que les dirigeants national-jésuites communistes avaient été invités par lettre. Ces dégonflés et leurs dignes compères les raticheux ne sont braves que pour s'en prendre à nos affiches et les déchirer.

La conférence Douteau doit être le point de départ d'un vigoureux redressement de l'antifascisme. Les libres penseurs de toutes tendances vont bientôt s'unir et engager la lutte contre la vermine religieuse et contre tous ses alliés, quels qu'ils soient. Oui, plus que jamais, « la religion est l'opium du peuple »!

M. Guennec.

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

Orateurs: Orel, Pato, Eustache

VOIX DE PROVINCE

COMMENTRY

Aux jeunes travailleurs

Voici dix-neuf ans que la grande boucherie 1914-1918 a fermé ses abattoirs. Au lendemain de la guerre, on espérait que, plus jamais le sang ouvrier ne coulerait pour la défense des coffres-forts. Hélas! combien de conflits depuis: guerre du Maroc, expédition d'Ethiopie, guerre internationale fasciste en Espagne, guerre sino-japonaise; plus que jamais les peuples armés; la guerre mondiale est là. Les jeunes ouvriers de toutes tendances qui vous prétendez révolutionnaires, amirez-vous par comprendre que vos chefs politiques ne sont que des manéquins qui, sous prétexte de défense nationale, vous entraînent à la guerre pour la défense d'un impérialisme?

Socialistes, communistes, extrême-gauche au parlement, ont voté le budget de la guerre et même applaudi le ministre Daladier, responsable de tous les maux des encoerés. Rappelez-vous, jeunes prolétaires, que la guerre est hors la loi, qu'il n'y a point de frontière, que les hommes sont frères et que les ennemis communs sur toute la terre c'est l'exploiteur, l'état et ses serviteurs volontaires. Une seule guerre est utile pour vous, et inévitable, la Révolution sociale mondiale et libératrice. Si vous voulez vivre, heureux et libres, venez grossir les rangs des jeunes anarchistes qui travaillent à démolir l'état oppresseur et à construire la société libre du communisme libertaire.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

La C. A. du Groupe.

LA VIE DE L'U.A.

Les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations, que le JOUR, L'HEURE, LE LIEU, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

O. I. de la FÉDÉRATION. — Réunion 8 janvier, à 21 h. précises, au local du « Libertaire ». Tous les groupes doivent être présents.

1^{er} et 11^e ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 24, rue de l'Arbre-Sec.

11^e et 14^e ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, à l'Homme Armé, 44, rue des Archives.

Ve et VI^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, 45, rue Montfard, à l'Eglantine.

IX^e ARR. — Tous les mercredis au Cadet, rue Cadet.

X^e et XII^e ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 6, rue Saint-Bernard.

XIII^e. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 23, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

XIV^e ARR. — Tous les vendredis, au café Papillon, 136 rue de Vanves, à 21 h.

XVI^e ARR. BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les mardis à 20 h. 30, chez Cuvilliez, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

XVI^e ARR. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, rue de Batignolles, 14.

XVII^e. MONTMARTRE. — Tous les mercredis à 21 heures aux « Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XVIII^e ARR. CHAPELLE-GOUTTE D'OR. — Tous les vendredis, à 21 h. au « Petit Trou », 83, rue de la Chapelle.

XIX^e ar. — Tous les mardis, à 21 heures, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e ARR. — Tous les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, chez Lejeune, 47, rue de Ménilmontant (premier étage).

ANTONY-FRESNES. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez Camille, avenue d'Orléans.

AUBERVILLIERS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, salle Joubert, 16, rue Vivier.

AULNAY-SOUS-BOIS. — 20 h. 30, baraque du Colporteur, avenue de Monneville.

ASNIERES. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 201, rue de Ménil. Permanence du dimanche matin, même adresse. Cours d'espéranto mardi soir, à 20 h. 30.

BAONEUX. — Vendredi, à 20 h. 30, café, 18, rue de la Lisette.

BAGNOLET. — Exceptionnellement, réunion jeudi 6 janvier.

BLANC-MESNIL. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas.

BONDY. — Tous les 2^e et 4<

A chacun ses étrennes.
Pour les capitalistes,
pour les propriétaires
les dividendes,
pour les travailleurs
la vie plus chère.

Le libertaire syndicaliste

LE PATRONAT ATTAQUE...

Qu'attend la C. G. T. pour se dresser face à la C. G. P. F. ?

D'abord, faisons le point. L'attaque patronale et la résistance ouvrière, l'action gouvernementale et parlementaire ont tant obscurci l'horizon, que personne ne comprend plus grand-chose à ce qui se passe. Essayons donc de comprendre.

La classe ouvrière se trouve devant une attaque concertée de la part du patronat. Le patronat sait où il veut aller. Pour atteindre ses buts, il ne recule devant rien, tous les moyens lui sont bons qui lui permettent de vaincre. Regardons les conflits en cours : Alimentation, transports routiers, Goodrich, inscrits maritimes de Rouen, etc. Une même ligne de conduite est observée. Le patronat ergote sur toutes les revendications demandées, refuse de discuter avec les délégations ouvrières, et se maintient très ferme sur un point : garder le droit de procéder à des sanctions contre ceux qui ont OSÉ faire grève.

Sa position est donc très nette, elle se résume en quelques mots : Le patronat n'entend faire que ce qui lui plaît.

Le gouvernement est, comme d'habitude, aux côtés du plus fort. En juin 36, les ouvriers étant les maîtres (momentanés), le gouvernement de Front Populaire était avec eux.

Aujourd'hui, les ouvriers ayant (ou plutôt paraissant avoir) perdu pas mal de leur dynamisme, le gouvernement de Front Populaire est avec M. Gignoux. M. Daladier prête ses soldats et ses canons, pour transporter les journaux de ceux qui, le 16 février, voulaient le jeter à la Seine, ou, le sept, le traitaient de fusilleur, M. Chautemps est redevenu l'ami de ceux qui voyaient en lui « l'exécuteur » du conseiller Prince. Quant à Caillaux (de sang), il y a longtemps qu'il a fait comprendre à la classe ouvrière, qu'elle avait eu

tort de lui « éviter » la Caponnière. Il y a beau temps que M. Caillaux n'entend plus « en se penchant sur les faubourgs, le grondement des tambours de Santerre ». Le grondement n'a pas disparu, mais M. Caillaux est devenu sourd.

Tout ça n'a, du reste, pas grande importance. Le gouvernement ne fait et ne fera qu'appliquer le : suivant que vous serez puissants ou misérables...

Mais, que fait la C. G. T. ? Quelle est sa réaction devant la prétention patronale, d'exiger des sanctions ? Il y avait là, un devoir de solidarité à remplir. La C. G. T. n'a rien fait. La C. G. T. a laissé faire. Au lieu de profiter de l'occasion pour étendre la lutte à tous ceux qui avaient des revendications à faire aboutir, c'est-à-dire l'ensemble de la classe ouvrière, ses efforts se sont bornés à localiser les conflits. Au lieu de lutter en employant la force syndicale, la force infinie de cinq millions de prolétaires groupés dans une même organisation ; au lieu d'employer l'action directe, elle a temporisé. Son action s'est bornée à quelques demandes auprès des ministères, quelques conversations, protestations, accusations. On ne peut mieux que la comparer à celle du « Comité de non-intervention ». Palabres. Un point c'est tout.

Aux travailleurs qui voulaient l'échelle mobile, le gouvernement a envoyé la garde (mobile aussi). La C. G. T. n'a rien pu empêcher. Elle n'a même pas essayé de le faire. Ça lui aurait été, du reste, assez difficile, puisque pendant que se déroulaient tous ces mouvements, deux secrétaires confédéraux (Frachon et Racamond), et une masse imposante de secrétaires de syndicats et de Fédérations, étaient « en Arles », où, en ce

Noël anniversaire, devait parler à la multitude accourue de partout, le nouveau Messie : Fils de Dieu réincarné dans le Fils du Peuple.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour les fonctionnaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires pour le transport des journaux, puisque, « si le « Peuple » déclare n'avoir pas voulu se conduire en briseur de grève, et que l'organe officiel de la C. G. T. n'utilisera pas les camions militaires », les autres journaux du Front Populaire n'ont pas eu la même pudeur. Et il était difficile à la C. G. T., partie du Front Populaire, d'agir en pleine liberté.

Il faut que cela change. La C. G. T. ne doit plus être à la remorque des partis politiques. Les syndicats sont faits pour lutter contre le patronat, et non pour nommer des députés. La C. G. T., forte de ses cinq millions d'adhérents, se doit de libérer le prolétariat de toutes ses servitudes. Elle doit le faire sans le gouvernement et les politiques. CONTRE EUX, SI CELA EST NÉCESSAIRE. Elle doit, immédiatement, diriger le mouvement ouvrier, s'opposer à ces reconductions qui éternisent la classe ouvrière, ne pas permettre que le patronat relève la tête. Si elle n'agit pas tout de suite et fermement, les masses l'abandonneront et le mouvement de juin 1936 sera ce qu'ont été les grèves de 1920 : une espérance sans lendemain.

CAM.

DE LA COLONISATION A LA DICTATURE

La Commission exécutive de l'Union des Syndicats de la région parisienne se réunissait jeudi 30, pour examiner les conflits du travail en cours.

Un journaliste du « Peuple » (dont il ne faudrait pas oublier qu'il est l'organe de la C. G. T.) se présenta pour prendre le compte rendu des débats de la Commission.

A sa grande surprise, l'accès de la salle lui fut interdit : la presse n'était pas admise.

L'envoyé du « Peuple » allait se retirer sans insister, devant cette décision, lorsqu'il aperçut dans la salle son collègue de l'« Humanité » (qui est tout de même l'organe du parti communiste), déjà installé, le stylo en main. Il en fit immédiatement la remarque à Hénaff qui, loyalement, selon son habitude prétendit ne pas connaître le journaliste stalinien.

« Je ne sais pas qui il est ; peut-être un délégué ; ça ne me regarde pas ».

La mauvaise foi de celui qui, il y a deux ans, au Mur des fédérés, alla, avec Raynaud, chercher les flics pour assommer les anarchistes, indigna à tel point le copain du « Peuple » qu'il se mit à crier qu'il entrerait ou que l'envoyé de l'« Huma » sortirait de la salle.

La porte lui fut brutalement fermée au nez.

Ce fut alors un beau tapage. Peu décidé à se laisser faire l'« indiscipliné » tempêta, tapa dans la porte sans obtenir satisfaction. Hénaff et Raynaud avaient sans doute deux ou trois costards tout prêts à intervenir sur le coup d'ordre.

En tout état de cause, le ressort de cet incident, que seule l'« Humanité », organe politique, devait être instruite des pourparlers syndicaux que l'organe de la C. G. T. devait ignorer.

Ces mœurs doivent être connues de tous les militants syndicalistes.

En subissant lâchement la « colonisation » on accepte et on prépare la dictature.

RINGEAS.

UN ORGANE POUR NOS GROUPES D'USINES

Depuis un certain temps l'Union Anarchiste a estimé qu'il était nécessaire de constituer sur le lieu du travail et dans les entreprises des groupes d'usines, qui ont pour mission de grouper les camarades de l'U. A., de faire le maximum de propagande, de combattre au sein de ces usines et entreprises le patronat par les méthodes appropriées, et de faire comprendre aux ouvriers qu'ils ne doivent céder sur aucun des avantages acquis.

Ces groupes ont prouvé leur utilité en tant que moyen direct de propagande, mais il s'avère présentement que leurs moyens d'expression sur leurs conditions de travail se trouvent à l'étroit dans notre page syndicale.

D'ailleurs cela est si vrai que des camarades appartenant à différentes branches de la production nous demandent de faire mieux, et que pour parer à cette lacune, ils font sur la base de leur travail des tracts polygraphiques. Ces moyens de fortune coûtent très cher et le résultat escompté n'est pas toujours celui espéré.

Devant cette croissance de nos forces, des camarades se sont mis au travail pour chercher les moyens les plus aptes à résoudre ces difficultés.

Des réunions ont eu lieu avec les délégués des groupes d'usine, de chantier, de bureau. Le travail ébauché se poursuit et bientôt l'U. A. aura pour le lieu d'exploitation, un organe imprimé.

La tâche est ardue. Les moyens financiers sont limités. Mais au moment où tout craque, il nous faut montrer et réaliser notre force.

Que chaque camarade comprenne l'utilité de cet organe des groupes anarchistes d'usine.

Bientôt une réunion de tous les camarades d'usine, de chantier, de bureau, aura lieu. Une commission présentera son projet de travail, relatif au journal d'usine.

En attendant ce moment, que chacun fasse le maximum pour faire le travail et voir les possibilités de diffusion. — R. G.

P.-S. — Pour tout ce qui concerne ce projet, écrire à Roger Coudry au Libertaire.

Le Comité du droit d'asile de la C. G. T. contre les expulsions d'antifascistes

Monsieur le Ministre,

Avant que se termine l'année 1937, j'ai tenu à vous signaler la situation des proscrits politiques défilés par le Comité du Droit d'Asile de la C. G. T. Dans le courant de cette année, une centaine de cas vous ont été transmis parmi lesquels une dizaine avaient été soumis sous différents ministères Tardieu, Laval, Sarraut.

Parmi les réponses reçues, nous comptons : 1 suris d'un an, 3 de 3 mois, un de 2 mois accordés, mais de lourdes condamnations ont été infligées à des proscrits politiques en état d'instruction à l'arrêt d'expulsion et des peines de 4 à 8 mois de prison ont été appliquées. En particulier, je vous signalerai le cas du camarade Evangelisti Luigi, commandant en second de la Colonne Italienne sur le Front de Huesca (Espagne), condamné par le tribunal de Perpignan à 8 mois de prison, au moment où revenant de convalescence d'une grave blessure, il retournait en Espagne.

En juin 1936, après le Congrès international du Droit d'Asile, je remis à M. Jules Moch, secrétaire général de la Présidence du Conseil, une liste de 288 noms de proscrits politiques. Cette liste devait, en accord avec les services du Ministère de l'Intérieur, être examinée, nous attendons toujours la réponse, à ce sujet.

Quel est le crime commis par tous ces exilés ? Ils sont de ceux qui, en Italie ou en Allemagne, se sont dressés de toutes leurs forces contre la montée du fascisme ou de l'hitlérisme. Venu en France pour fuir la répression, ils se sont incorporés dans les organisations syndicales, et,

avec les ouvriers de ce pays, ils ont lutté pour leur droit à l'existence et, de ce fait, sous les différents ministères réactionnaires, ils ont subi des expulsions à cause de leur activité syndicale.

Ils ont été en Belgique, au Luxembourg, puis, sans moyens d'existence, traqués de partout, ils sont revenus en France où beaucoup ont été arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison.

Au moment du 6 février 1934, c'est encore avec courage qu'ils étaient à côté de nous, sans esprit de parti, mais en révolutionnaires de toujours et je me rappelle qu'en étant de garde à la C. G. T., le 7 février 1934, je parlais avec une dizaine de ces proscrits italiens en renfort au Grand Orient de France qui se trouvait attaqué par les fascistes. Ils avaient encore, en ces journées, mis leur énergie au service de notre cause et, pour eux, notre régime n'avait pas été tendre pour eux.

En juillet 1936, huit cents proscrits politiques italiens partaient pour l'Espagne et formaient une colonne qui se distinguait par sa vaillance devant Huesca. Cinquante morts, plus de cent blessés ! Ils ont laissé ici leur famille, leurs amis, tout ce que le fascisme n'a pu leur prendre, et il ne leur est pas permis de rentrer ici. Ils sont, à leur retour, arrêtés, condamnés, emprisonnés.

Pour tous, il y avait eu une leur d'espoir avec la venue du gouvernement de Front Populaire. Ils étaient en accord avec la pensée de leur regretté camarade Malatesta partisan de faire un bout de chemin avec tous les partisans d'un peu plus de liberté.

Et pourtant, rien n'a été changé !

Je suis intervenu plus particulièrement pour 10 d'entre eux, ceux qui dans leur pays ont été les animateurs du mouvement syndicaliste et qui n'ont commis que le crime d'être et d'être restés des antifascistes. Que ce soit pour Percioli, Trivelli, Damiani, Ragni, Colombo, Scalco, Lusso, Marzocchi, Franchini ou Meucci, la même formule a été la réponse comme un leitmotiv : « J'ai le regret de vous faire connaître qu'en raison des renseignements recueillis, il n'a pas été possible d'accorder satisfaction à l'intéressé ». Automatiquement, c'est la réponse, aujourd'hui, pour les proscrits italiens qui ont leur dossier à la Sûreté Nationale. Le dossier est là, et c'est cela l'enquête qui ne permet pas d'accorder satisfaction à l'étranger qui a commis le crime d'être et d'être resté socialiste, communiste, syndicaliste ou anarchiste.

Cette attitude des fonctionnaires de la Sûreté Nationale ne nous semble pas anormale à nous, militants syndicalistes, mais nous osons croire qu'elle ne peut être celle d'un militant socialiste et c'est pourquoi aujourd'hui, je m'adresse plus particulièrement au citoyen Marx Dormoy, député-maire socialiste de Montluçon en lui demandant de joindre ses efforts aux nôtres pour qu'en cette fin d'année une leur d'espérance brille pour tous ces sans patrie, ces sans foyer que sont les proscrits politiques et qu'ils aient la possibilité demain, de trouver eux et leur famille, et surtout leurs petits, un coin de terre où ils pourront panser leurs blessures et reprendre courage dans une vie meilleure.

Dans l'espoir que cette lettre trouvera près de vous l'accueil désirable, recevez, Monsieur le Ministre, nos salutations syndicalistes.

Albert Cané, Secrétaire du Synd. des Ind. Electr., Secrétaire du Comité du Droit d'Asile de la C. G. T.

AU CERCLE SYNDICALISTE LUTTE DE CLASSES

Le Cercle Syndicaliste « Lutte de Classes » fait appel aux militants du Bâtiment pour qu'ils assistent nombreux à la réunion de propagande qui aura lieu avec le concours d'un camarade du Cercle : organisation et buts du Cercle.

Samedi 8 janvier, à 9 heures du matin, 7, rue de la Charrière (Métro : St-Ambroise).

Petit.

Dans les boîtes et sur les chantiers

CHEZ RENAULT (Atelier 43)

Un avertissement à un muile

Il faut que l'ancien délégué, le sieur Nelly ouvrier spécialisé, sache bien que si les camarades femmes, mères de famille, viennent chez Renault, c'est pour gagner leur bouchée de pain et celle de leurs gosses, et elles entendent être respectées et nous y veillerons. Il y a déjà assez de tracasseries et de chahut, sans qu'il y ait à subir les humiliations et les gestes odieux de ceux qui se disent des camarades. Si ces petites manœuvres continuent, nous sommes quelques-uns décidés à y mettre bon ordre. — Un du 43.

AUX CHAUSSURES PILLOT

(Banlieue Sud de Paris)

Le lundi 20 décembre, à l'usine Pilot, dont l'occupation fut motivée par un désaccord sur l'application des 40 heures (30 heures pour la majorité, 400 ouvriers, et 40 heures pour 4 à 5 coupeurs) s'est présenté un fonctionnaire du ministère de l'Air en vue de supprimer au défaut d'éclairage des bâtiments (interruption du courant électrique par ordre de la Direction) par un dispositif de secours signalant aux avions la présence de l'obstacle présenté par l'ensemble des constructions, notamment par un réservoir d'eau de 60 m. de hauteur environ.

Le responsable de l'usine, après une attitude hostile d'abord, paraît s'être laissé influencer par le titre du visiteur et a permis son entrée libre pour installer les appareils de secours.

Il y a là un point de faiblesse qu'il est de notre devoir de signaler, car le fonctionnaire avait pour mission d'imposer le rétablissement du courant à la Direction Pilot, dans le cas d'un refus de l'organisation occupant l'usine (ceci sans attaque personnelle).

Ne voyons dans cette relation que l'enseignement que nous pouvons en tirer : éviter de retomber dans une pareille attitude et nous mettre en garde contre de tels défauts de vigilance et de perspicacité. — Hainer.

A « PARIS-SOIR »

Un ordre du jour contre l'emploi de la troupe dans les grèves

Les camarades sanglants, rouleurs de Paris-Soir, réunis dans leur section syndicale, s'élèvent vigoureusement contre l'emploi de la force militaire pour briser la grève justifiée des camarades des transports.

Ils demandent énergiquement aux camarades responsables des différents services de faire cesser cette méthode.

Ils demandent à faire savoir aux camarades en lutte, qu'ils peuvent compter sur leur solidarité de syndicalistes ; convaincus par avance que satisfaction leur sera donnée si tous les camarades comprennent que leur lutte n'est pas une lutte seulement des transports, mais une lutte pour tous.

Ils affirment que seule l'action syndicale peut faire aboutir leurs revendications, contre le patronat essayant de rompre et de briser les avantages acquis de juin 1936.

Suivent huit signatures des camarades de Paris-Midi.

CHEZ CITROEN

Notre exploitateur, Pierre Michelin, est mort

Nous ne pleurerons pas, comme les magnats de la finance qui versent des larmes de crocodiles tout en supplantant les chances qu'ils ont de prendre les places laissées vacantes et d'arrondir ainsi leurs parts de gâteau.

Nous ne pleurerons pas, comme les sous-ordres à gages, désireux de monter en grade et s'efforçant de se mettre en relief afin d'être un jour distingués par le nouveau maître tout-puissant. (Voyez passage de collectes pour couronnes).

Nous ne pleurerons pas, comme les sous-ordres de tout acabit, incapables de juger les faits et les gens autrement qu'avec l'esprit servile qui s'impose aux larbins fiers de leur livrée, heureux d'offrir leur obole pour fleurir le corbillard de celui qui fut leur tyran.

Nous ne pleurerons pas cet individu « juste et bon, aimant le travail », comme veut bien nous l'indiquer une affiche officielle ; car il représentait pour nous l'immonde parasitisme. Quelques-uns, peut-être se sont émus. Mais ceux-là...

Ceux-là ! Ce sont les masochistes intégraux, ramassant le fouet qui les frappe pour le remettre entre les augustes mains d'un nouveau César, en souhaitant qu'il s'en serve plus souvent et plus fort. Gifflés à gauche, tel le Christ, ils présentent la joue droite, puis tendent leurs culs de pleurs au knout des maîtres de l'heure.

Ceux-là ne pourront jamais être que les chiens couchants de « chefs géniaux » ou de « sauveurs suprêmes ». Léchant la main qui les frappe, abrutis, vidés de toute substance virile, avilis par l'acceptation docile du servage, sous l'emprise d'une incoercible paresse spirituelle, ils

n'auront jamais la volonté de songer que le producteur, créateur de toutes les richesses est seul nécessaire et suffisant. Ils ne trouveront jamais le courage indispensable pour s'affranchir de toute contrainte et pour œuvrer à bâtir la société sans classe des travailleurs.

Et quant à la révolution sociale sera un fait accompli, ils pleureront encore, car ils n'auront plus personne pour leur administrer les coups de pieds au cul indispensables à leur bonheur.

N.-B. — Le groupe se réunit le 1^{er} et le 3^e jeudi de chaque mois à 17 h. 15, chez Galtier, 69 quai de Javel.

AUX FORGES CITROEN-MICHELIN DE FRONCLES

La grève perdue depuis les 36 heures annoncées continues, à ce palmarès 92 heures sont inscrites, en plus la production qui était journalière de 240 à 250 tonnes a diminué de moitié, d'après les statistiques il faut pour réaliser un bénéfice, produire de 200 tonnes à 250 tonnes de tôles par 24 heures.

Le mazout brûle pour rien, l'énergie électrique de même, l'obstination patronale va à la dérive mais les métaux de ce bague industriel sont bien décidés à aller jusqu'au bout pour faire aboutir leurs légitimes revendications pour leur pain, celui de leurs femmes et de leurs enfants.

Le métallo syndicaliste.

Le Mouvement Syndical

CHEZ LES CIMENTIERES

La dictature triomphe

La majorité stalinienne du Syndicat des cimentiers a obtenu la rééligibilité des fonctionnaires de notre organisation.

Rééligibilité dans quel but ? Peut-être pour intensifier l'action révolutionnaire de notre corporation ? Mais non, simplement pour consommer la colonisation entreprise depuis dix-huit mois.

Qui en bénéficiera ? Les travailleurs ? Je ne le crois pas, plus exactement le patronat.

Malgré cela nous, syndicalistes nous continuerons à être insultés et traités de diviseurs et agents du patronat.

La tâche poursuivie par le P. C. F. depuis plus de 15 ans continue son petit bonhomme de chemin. Qu'importe si le prolétariat doit en faire les frais pourvu que l'amour-propre de quelques-uns soit satisfait.

Il paraît que la rééligibilité était nécessaire, vu le manque de militants capables de remplacer avantageusement ceux arrivés à fin de mandat.

Comment, sur 25.000 adhérents il n'est pas possible de trouver une dizaine de copains capables de venir épauler ceux qui avaient encore un an à faire au bureau avant de retourner dans les chantiers, mener à nouveau l'action continue et journalière directement au chantier ?

Et il paraît que nous, nous sommes des démagogues. Ce qu'ils veulent, ces partisans de l'unité, qu'ils disent c'est accaparer tous les postes et fonctions syndicales. Pour cela, il faut éliminer les militants qui ne veulent pas accepter les ordres du P. C. F.

La manœuvre ne date pas d'aujourd'hui. La première partie a été jouée en 1921. Résultat : la scission.

La deuxième partie, par la réalisation de

l'unité en fin 1935, grâce à la mystique du Front populaire.

Depuis 18 mois nous avons servi de troupes de manœuvre, nous avons tout fait, sauf du syndicalisme.

Le résultat ? Depuis plusieurs mois, une certaine opposition va grandissant dans toutes les organisations syndicales. Il faut donc essayer de lui barrer la route.

Pour cela, un seul moyen : éliminer l'opposition des postes de direction. Ce n'est pas sans serrement de cœur que nous avons suivi la campagne de calomnies et injures vis-à-vis de certains camarades, qui essayent de s'opposer à cette manœuvre.

Après le vote émis à l'assemblée extraordinaire du 28 décembre, il n'y a pas d'illusions à se faire sur le résultat des prochaines élections au bureau et au conseil. Et cela en raison même des modalités envisagées pour ces élections.

Les bulletins de vote seront distribués sur les chantiers. Il y a une forte proportion d'adhérents qui ne connaissent pas les candidats, et qui d'autre part, ont encore confiance dans les boniments que leur déversent chaque jour « L'Huma » et les perroquets du P. C. F. devenu le parti prêt à toutes les capitulations et le plus patriote qui soit. Ses représentants au parlement ont-ils hésité à voter : le budget de la guerre, les fonds secrets et ce qui est encore plus grave, contre les revendications des fonctionnaires, parti qui accepte de faire partie de la majorité du gouvernement Chautemps, qui n'hésite pas à employer la troupe et son matériel pour briser le mouvement des transports ?

Cette masse d'adhérents, ce n'est donc pas elle qui va voter, ce sera le comité de chantier, masque de la cellule de chantier qui établira les bulletins de vote et se chargera de démolir les candidats qui sont et veulent demeurer fidèles au syndicalisme indépendant. C'est ce qui est grave et dangereux dans cette manœuvre. La Charlie d'Amiens dit que le Syndicat